

Notice : En 1927 *l'Internationale Presse Korrespondenz*, bulletin de l'IC en allemand, commémore la révolution de 1917. Elle publie, dans une rubrique « Il ya dix ans », sept extraits du récit en deux parties fait à chaud par Boukharine. Il l'avait publié en 1917-1918 sous des titres variables : *La lutte des classes et la Révolution en Russie* (c'est le titre d'une édition de la première partie), *De la dictature de l'impérialisme à la dictature du prolétariat* (c'est le titre de l'édition suisse de la deuxième partie du texte), ou *De la chute du tsarisme au renversement de la bourgeoisie* (titre de plusieurs éditions de l'ensemble du texte). Dans *La Correspondance Internationale*, édition française d'IPK, nous n'avons retrouvé que 4 extraits. *Inprecor*, l'édition anglaise, n'en donnerait que 3, selon la bibliographie d'Hedeler.

Nous reproduisons les 4 articles et les traductions de 1918 pour les trois derniers articles.

1. N° 78, 27 juillet 1927, p. 1052 – *La victoire de Juillet de la contre-révolution.*

C'est un extrait de la première partie de la brochure (non traduite).

2. N° 97, 21 septembre 1927, pp. 1377-1378 – *Les répercussions du putsch contre-révolutionnaire.*

C'est la fin du § 3 de la seconde partie, dans l'édition Suisse.

3. N° 100, 1 octobre 1927, pp. 1417-1418 – *La liquidation de la korniloviade et la Conférence démocratique.*

C'est le § 4 de l'édition suisse.

4. N°110, 2 novembre 1927, pp. 1571-1572 – *Les derniers efforts du gouvernement provisoire.*

C'est le début du § 5 de l'édition suisse.

La victoire de juillet de la contre-révolution

par N. BOUKHARINE

La crise dans le pouvoir gouvernemental a déchaîné tout d'un coup l'énergie révolutionnaire élémentaire. Au moment même où les nouvelles parvinrent de l'état d'esprit inquiet des masses de Pétersbourg, la Conférence de l'organisation bolchéviste de Pétersbourg siégeait. Elle se déclara opposée à une démonstration. Le Comité Central du parti, tenant compte du sérieux de la situation, se prononça également contre et on fit connaître au district les instructions prises. Pendant la session du conseil ouvrier de Pétersbourg, qui eut lieu le soir du 16 juillet, le bruit se répandit soudain que les régiments de mitrailleurs et de grenadiers étaient déjà en marche et se dirigeaient vers le Palais de Tauride. On annonça aussi le départ imminent d'autres régiments et de fabriques. Pour la première fois, les bolchéviks proposèrent alors d'intervenir dans le cours des événements afin de donner à la démonstration un caractère pacifique et organisé. Le parti prolétarien ne pouvait pas jouer le rôle hypocrite et méprisable de Ponce-Pilate, il ne pouvait pas abandonner les masses au moment critique, décisif ; il entra en action, et c'est grâce à lui seulement qu'un massacre effroyable fut évité.

Dans la réunion de la section ouvrière des conseils A et S, il s'avéra que la majorité était du côté des bolchéviks. Les social-révolutionnaires et les bolcheviks s'éloignèrent. La majorité vota une résolution sur la nécessité du passage du pouvoir entre les mains des conseils et choisit une députation de quinze personnes qui fut chargée, « au nom de la section ouvrière, de négocier en contact avec le comité exécutif de Pétrograd et panrusse ».

Vers 10 heures et demie, le premier régiment de mitrailleurs s'approcha du Palais de Tauride. Il fut salué, au nom du Conseil central, par Voitinski. Puis, les événements se développèrent avec une rapidité surprenante. La ville se transforme en un camp armé. Près du palais, se tiennent les 1^{ère}, 2^e, 3^e, 6^e, 8^e, 13^e et 14^e compagnies du 1^{er} régiment de mitrailleurs, la 4^e compagnie légère de mitrailleurs, le 1^{er} régiment d'infanterie avec tout son train et tout le bataillon de réserve des pionniers. On tient une formidable réunion. Le mot d'ordre est : « Tout le pouvoir aux soviets ». A 2 heures du matin, arrivent tous les ouvriers des usines Poutilov. Sur ces entrefaites, a lieu la séance des comités exécutifs réunis. La masse des ouvriers et des soldats exige que leurs représentants prennent le pouvoir, qu'ils prennent la cause du peuple entre leurs mains. La conférence déclare la démonstration contre-révolutionnaire. La situation devient de plus en plus inquiétante. Entre l'organe de la démocratie révolutionnaire qui tient le pouvoir et l'épanouissement des masses révolutionnaires se manifeste, dans le moment le plus

critique, la divergence d'opinions la plus profonde. Cela crée une situation chaotique et le mouvement, en plusieurs endroits, prend un caractère confus. Les troupes de Cronstadt et les mitrailleurs de Oranienbaum viennent d'arriver. On entend dans les rues des coups de fusil. Les contre-révolutionnaires provoquent une panique. Le mouvement augmente constamment.

Mais les troupes gouvernementales arrivent du front. On prépare un tribunal pour les manifestants avec l'aide effective des comités exécutifs. Dans le même moment, éclate comme une bombe le document d'Alexinski qui dit que Lénine est un espion allemand. C'était extrêmement habile. D'une part, la force matérielle des baïonnettes préparée pour étouffer l'insurrection ; d'autre part, le mouvement démoralisé, ses chefs spirituels couverts de boue, l'unification des forces révolutionnaires déchiquetée, toute l'atmosphère empoisonnée par de si mauvaises odeurs et une telle calomnie. C'est le ministre de la Justice, Péreversev, qui entreprit cette noble tâche d'un Cicéron sauvant sa patrie d'un Lénine-Catilina. Prêtre de la Thémis impartiale, il répandit un document mensonger, fabriqué par un espion germano-russe, afin « d'exciter la colère des soldats », et ces gardiens de la Loi eurent plus tard l'impudence de l'avouer.

Mais tous les moyens sont permis lorsqu'il s'agit de faire reculer la révolution pourvu qu'ils atteignent leur but. Le but fut atteint, bien que Pereversev fût jeté hors du cabinet. A ce moment, commence la chasse aux « traîtres »...

Mais la bourgeoisie ne réussit pas à organiser la saignée comme elle le voulait. Bien qu'elle ne pût pas assassiner le prolétariat, elle l'affaiblit néanmoins passagèrement. La contre-révolution fêta son triomphe.

Les répercussions du putsch contre-révolutionnaire

par N. BOUKHARINE

(Extrait de la brochure : *De la chute du tsarisme au renversement de la bourgeoisie*)

L'insurrection de Kornilov s'est fanée avant d'avoir réussi à s'épanouir. Les forces militaires de Kornilov qui, trompées par leurs généraux, marchaient sur Pétrograd, se sont sauvées en débandade au premier contact avec les troupes envoyées à leur rencontre — et cela est dû moins à Kerenski qui jouait une comédie de lutte qu'aux soviets aux mains desquels la direction des opérations de guerre avait réellement passé. Dans les grands centres, où les chevaliers de Saint-Georges, les bataillons de la mort composés d'hommes et de femmes, les officiers et les généraux portaient avec tant de « courage » les insignes de Kornilov en étalant leur mépris souverain de la « populace déchaînée », — ces héros n'ont même pas osé intervenir. Ils connaissaient la valeur de leurs alliés — la masse des petits bourgeois — qui ne deviennent courageux que quand ils sont en dehors de tout danger. L'aide de Kalédine, qui devait arriver du Sud et couper le Nord de tout approvisionnement en blé, s'est épuisée dans l'arrivée à Moscou, pendant quelques journées seulement de wagons chargés de melons et de tournesols au lieu de blé. L'attaque des brigands sur le peuple s'est effondrée pitoyablement. Les conspirateurs avaient surestimé leurs forces et sous-estimé les forces de la révolution. La « lie du peuple » n'avait nullement envie d'obéir aux coups de fouet comme l'avaient espéré les bandits du capital. Les masses, en réponse à l'insurrection du général, crièrent unanimement : « La mort ou la victoire ! » et avec un enthousiasme que seule une jeune classe héroïque — la classe des travailleurs resplendissants d'enthousiasme — et en pleine conscience de sa grande tâche historique est capable de développer, elles se précipitèrent aux avant-postes de la guerre civile.

La fraternisation fut le moyen principal de désagrégation des troupes de Kornilov. Même les Tkine mi-sauvages, parmi lesquels le général avait choisi des compagnies pour sauver la civilisation bourgeoise, voire « ces sauvages », dont il voulait se servir pour anéantir les Huns du « socialisme, du communisme et de l'anarchie » perdirent leur servilité devant Kornilov. L'avance des troupes sur le front intérieur, préparée dans les salons les plus choisis des artistes russes, cette avance que la presse bourgeoise avait annoncée par le plus beau de ses carillons, cette avance s'est dégonflée soudainement comme une vessie crevée. Le héros de la bourgeoisie se révéla comme un imbécile têtu se distinguant par bien des choses, mais non par

les qualités générales du vainqueur.

Le putsch de Kornilov a joué un rôle directement opposé à celui que la bande des conspirateurs bourgeois en avait espéré : il a ouvert les yeux aux ouvriers arriérés ainsi qu'aux paysans et cela non seulement dans les villages, mais aussi au front ; il a suscité un regroupement puissant des forces et a renforcé immensément la position du parti du prolétariat révolutionnaire.

Le gouvernement de compromis, avait ouvert les portes toutes grandes pour l'entrée solennelle de la contre-révolution, n'a pu naître, n'a pu se maintenir que grâce à la confiance inconsciente des masses en le capital et sa politique de défense. Et ce n'est que grâce à cette même confiance inconsciente que les masses pouvaient reconnaître les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks comme leurs chefs. L'émotion sentimentale, naïve, joyeuse de la révolution de mars, de cette révolution « panrusse » où même les filous les plus rusés de l'oligarchie financière avaient simulé l'émotion, ainsi que la confiance des masses trompées dans les « chefs de la révolution », dans ces chefs graves et en redingote à la Rodzianko et Lvov — ont disparu comme de la fumée. Le développement de la lutte de classe a dispersé toutes les illusions, arraché tous les voiles, a démasqué impitoyablement tous les héros de la duperie et montré aux masses la véritable physionomie bestiale de ces « pères du peuple ». Les impérialistes bourgeois et la presse social-traître en lesquels, autrefois, on avait tant de confiance — la bourgeoisie ayant réussi pendant les journées de juillet à proclamer l'état de siège contre le parti prolétarien pourchassé de tous côtés — ont maintenant perdu définitivement et irrévocablement la confiance des masses.

La classe ouvrière qui, déjà au moment de la conférence de Moscou, suivait en majorité la social-démocratie révolutionnaire, jeta rapidement bas tous les restes des illusions petite-bourgeoises qui s'étaient conservées dans ses couches arriérées. La paysannerie vit dans l'insurrection de Kornilov une attaque des grands propriétaires fonciers et une menace réelle contre ses rêves de terre. Si, autrefois, à la grande joie de tous les propriétaires fonciers, les paysans « patientaient » et différaient la solution de la question agraire « jusqu'à l'Assemblée nationale » dont messieurs les socialistes-révolutionnaires se souciaient tant alors, maintenant les paysans eux-mêmes perdent patience. Immédiatement après le mouvement de Kornilov et des grands propriétaires fonciers, s'éleva un mouvement extrêmement fort dans la paysannerie qui, en maints endroits, prit le caractère d'une véritable insurrection paysanne. La presse capitaliste le signala plein de terreur ; elle annonça le « désordre » agraire dans les rubriques « Anarchie et Pillages ». En réalité, le mouvement agraire fut caractéristique de la conscience grandissante des paysans, ne se contentant plus de « promesses éternelles ». « La prise en possession des terres sur leur propre initiative », cette chose tant haïe de la bourgeoisie, devint un phénomène quotidien. La terre glissa vite des mains des propriétaires fonciers et commença

à prendre racine dans les mains des paysans.

L'armée qui, naguère, avait une confiance aveugle dans Kerenski, l'armée qui s'était laissée entraîner à la honteuse offensive de juin, est maintenant, après le coup de fouet du bourreau, remplie de haine contre le commandant suprême et jusqu'au dernier officier du front. L'état-major, composé entièrement de partisans de Kornilov, le commandement suprême qui a réintroduit la peine de mort, qui calomnia et insulta les soldats, le commandement suprême qui, à chaque pas, commit une trahison, qui traita l'ancien « bétail sacré » comme une population méprisable — ce commandement suprême sentit concentré sur lui le regard haineux des nombreux millions de l'armée. La lutte de classe, qui ébranla toute la société, fut transmise avec une force inouïe sur le front. L'armée se débarrassa une fois pour toutes de l'influence des impérialistes.

Enfin, le putsch de Kornilov avait extraordinairement aiguë les questions nationales. La korniloviade fut une tentative désespérée de la grande puissance, de l'impérialisme russe. Derrière le faux mot d'ordre de la « Russie une et indivisible » qui avait été lancé par les généraux patriotards et les patriotes chauvins de la « classe mercantile » se cachait la coutumière politique d'étranglement des destructeurs impérialistes qui s'en étaient régalé déjà du temps du tsarisme de triste mémoire. Et si les généraux, sans ou avec la nagaïka en mains, lançaient le mot d'ordre de « l'unité et de l'indivisibilité » cela signifiait que tous les « peuples étrangers » devaient crier au secours. C'est ainsi que « l'aventure » de Kornilov et sa défaite suscita une croissance des tendances nationales, séparatistes et une décomposition de l'impérialisme russe.

La croissance politique de la conscience de classe des larges masses populaire; se manifesta dans un effondrement complet des partis de compromis.

Les menchéviks qui s'étaient appuyés dans une mesure considérable sur les couches prolétariennes arriérées, infectées de préjugés, d'espérance et de confiance petit-bourgeois, disparurent presque complètement, en tant que parti, de l'arène politique, du fait que les illusions s'évanouirent avec une rapidité toute particulière précisément parmi le prolétariat. Ces illusions furent vaincues avec une rapidité foudroyante.

Les socialistes-révolutionnaires, se divisant d'une façon de plus en plus accentuée en idéologues des insatiables sangsues de la paysannerie et en idéologues de la paysannerie la plus pauvre, entrèrent dans une période de désagrégation intérieure ; ce processus a trouvé son expression dans la cristallisation d'une aile gauche de plus en plus forte de socialistes-révolutionnaires. Simultanément, le parti du prolétariat commença à croître, pareil à une avalanche. Le pays se scinda de plus en plus en deux camps ennemis; l'un, dirigé par le prolétariat révolutionnaire et son parti, devint le point de ralliement de tous les travailleurs, le camp « populaire » ; l'autre qui réunissait toutes les fractions des classes dominantes à

commencer par l'ancienne gouvernante de cour jusqu'aux minotiers et usurier» villageois. Ce camp fut dirigé par le capital financier et le parti de la trahison populaire.

Le cours des événements mit alors la camarilla bourgeoise devant la tâche directe de déchaîner la guerre civile. La disparition de la confiance des masses en le capital, la désagrégation complète des partis de compromis, la croissance impétueuse du parti du prolétariat, tout cela obligea la bourgeoisie à se préparer à la guerre civile. La domination par la fraude, la flatterie, les compromis, la domination par l'intermédiaire des traîtres « socialistes », se faisant passer comme démocrates tout en brandissant le couteau de la peine capitale, était devenue impossible. Il ne restait plus qu'une seule issue : organiser de nouvelles tentatives de contre-révolution armée.

Mais avant d'arriver à la lutte décisive, l'histoire a fait passer le pays encore une fois sous l'arc théâtral d'une comédie panrusse dont le titre fut « la conférence démocratique ».

La « liquidation » de la Korniloviade

La « Conférence démocratique »

par N. BOUKHARINE

La révolte des classes inférieures brisa les collets que Kornilov, décoré par avance des lauriers de la reconnaissance bourgeoise, avait déjà préparés pour y prendre le peuple. Le gouvernement bonapartiste le voulait-il ou non ? La chose est tout de même arrivée, et il ne restait plus qu'à compter avec elle. Toute la position de Kerenski montre une ligne : continuer la vaine « lutte contre la contre-révolution » et mener en réalité la bataille contre la gauche. Tel fut le véritable contenu de cette farce [force dans *La CI*] politique que représente la « liquidation » de l'affaire Kornilov.

Le gouvernement commença par présenter une unité vraiment tragi-comique. Une crise suivait l'autre. Sur le fond général de pourriture morale et politique des milieux gouvernementaux on vit évoluer une bande de vautours bonapartistes, faite des éléments les plus dissemblables, qui aspiraient à jouer les premiers rôles : Savinkov, ancien terroriste, puis auteur d'un plaidoyer larmoyant contre l'assassinat, enfin promoteur du rétablissement de la peine de mort. Filonenko, un homme que, de son propre aveu, « ni les livres, ni la voix ne troublaient » devant le rétablissement de la peine de mort pour les soldats, un « socialiste », qui arrangeait à sa propre manière les aphorismes de Kornilov, avec une légère portion d'expressions sadiques et modernes ; Kerenski lui-même, et toute une bande de compagnons à peu près Cadets, ou même Cadets, qui étaient à la source et qui voulaient jouir du pouvoir. Enfin, le directoire russe, mauvais sous tous les rapports, et dont les parrains furent, d'un côté, Tseretelli, d'un autre côté, les héros du parti cadet, qui avaient résolu de rester dans la coulisse, émergea de toute cette salle d'affaires et de disputes derrière le rideau. Le conseil des cinq n'avait pas de nom éclatant à mettre en vedette. A sa tête était, naturellement, Kerenski qui donna « selon son image », l'audace aux quatre : Teretchenko, Verkhovski, Verderevski et Nikitine ; les « rôles techniques » étant repartis à Verkovski et Verderevski.

Ainsi naquit le Directoire qui, visiblement, devait servir de pont, très court, vers le

consulat. Bulat, membre modeste du groupe de travail, reconnu ouvertement la sûreté de main du bourgeois Kerenski : « Tandis que nous discourions çà et là, on a fait le gouvernement sans nous... Qui sait, peut-être n'arriverons-nous plus à nous réunir ici (c'est-à-dire au conseil central). L'état de siège est proclamé. On va venir à nous, nous lire quelques paragraphes de la loi et nous disperser ».

Le gouvernement fut ainsi construit de la façon la plus simple : il fut élu par Kerenski, sanctionné par Kerenski, responsable devant Kerenski. Kerenski est la seule origine du gouvernement indépendant. Kerenski est le seul dispensateur des grâces de Dieu qui sont demeurées après le premier gouvernement provisoire. Kerenski est la tête « universellement reconnue » de l'empire russe. Tel est du moins ce qui apparaissait, et c'était aussi la réalité. Mais c'étaient vraiment les derniers efforts de la clique des traîtres à la démocratie, de cette clique qui était de plus en plus sans contact avec le sol, ayant déjà perdu tout appui à gauche, et commençant à perdre l'appui de la droite, malgré tous ses efforts, pour se maintenir.

La formation du Directoire fut, en fin de compte, une victoire pacifique du général Kornilov. Ce fut le fruit légal de l'accouplement illégal des héros de la nagaïka avec les aventuriers de la parole. Le plan de Kornilov, c'était justement de former un Directoire. Naturellement, Kerenski n'a pas soutenu Kornilov au moment décisif, car, alors, c'est Kornilov, qui aurait été à la tête du Directoire. Mais, en fait, le gouvernement, personnifié par les cinq directeurs et ne dépendant de personne d'autre que du directeur principal, c'était une victoire complète des principes du général.

Le contenu correspondait d'ailleurs pleinement à la forme. La « liquidation » du soulèvement de Kornilov, prit le caractère d'une véritable insulte vis-à-vis des masses.

L'ancien général en chef, accusé de trahison, reçut en fait de cachot un hôtel de première classe et fut placé sous la « garde » de troupes qui lui étaient fidèles. La surveillance de Pétersbourg fut confiée au Cadet Paltchinski. Les généraux les plus réactionnaires, qui n'avaient pu, par calcul (ou n'avaient pas voulu, par lâcheté) passer ouvertement du côté de Kornilov, restèrent à leurs places ou même reçurent un commandement. Les comités révolutionnaires nés au cours des journées de Kornilov et qui avaient conduit les opérations de guerre contre lui, furent déclarés dissous Eux, qui avaient sauvé la Révolution et la République, furent proclamés « ennemis de la République » !

On commença une ridicule « action judiciaire » contre les conjurés. On nettoya les « aigles à deux têtes » à Kiev, l'association « La Bravoure russe ». On arrêta, pour les relâcher aussitôt, quelques ci-devant grands ducs, mais on laissa volontairement sans les inquiéter les véritables animateurs de cette conjuration qui n'était pas une conjuration d'opérette : Milioukov et Goutchkov, Rodzianko et Riabouchinski, Poutilov, Vychnogradski et Kalédine, le comité central du parti de la trahison populaire et la « petite conférence » des soutiens de la

conjuraton. En un mot, tous ceux qui avaient conclu avec Kerenski une alliance sur un plan de « dictature collective » par le fer et par le sang, restèrent en liberté.

Les journaux capitalistes qui aux jours où montait l'étoile de Kornilov, montraient leurs dents avides de sang, et qui n'avaient commencé d'arrêter leur petite langue qu'aux jours de sa défaite, relevèrent de nouveau la tête, et commencèrent de nouveau à passer à l'attaque. Messieurs les avocats mirent autant d'impudence à laver Kornilov de tout crime qu'ils en avaient mis auparavant à noircir le parti du prolétariat. Et, à côté de l'avocat général ultra-réactionnaire Alexandrov, le « démocrate » Stahl déclarait, montrant du doigt les bolchéviks. « Je pense que les conjurations de droite et de gauche sont également coupables contre la Patrie ». Mais les journalistes du Palais de justice, toujours prêts à rendre service, déclaraient que Kornilov n'avait pu se rendre coupable du crime de conjuration contre l'ordre établi, pour cette raison bien simple qu'il n'y avait pas d'ordre établi en Russie (*Rousskoïé Slovo* du 15 juillet 1917).

Mais, messieurs les capitalistes étaient aussi extrêmement mécontents de l'attitude de Kerenski, dont ils auraient voulu, ou bien qu'il fit montre d'une plus grande résolution, ou bien qu'il partit au profit de Kornilov. C'est cette dernière hypothèse qui correspondait au plan des conjurés. Or, au moment le plus critique, Kerenski n'avait pas donné à Kornilov le soutien de la force armée, mais joué contre lui une comédie de lutte. Ce rôle n'était du tout dans le goût des politiciens réalistes, des rois de la métallurgie et du textile. Et ils commencèrent une campagne énergique contre le double jeu de Kerenski, « démocrate » si haï de la démocratie, le démasquant complètement. La campagne fut ouverte par l'organe de Riabouchinski, *Outro Rossii*. On prouva, documents l'appui, la participation de Kerenski à la préparation du plan pour établir la dictature militaire, de même qu'aux tentatives pour étrangler Pétrograd et Cronstadt, au rappel du troisième corps de cavalerie, à la provocation du « complot des bolchéviks », ainsi qu'à la préparation du plan pour chasser les soviets. On mit à jour tout un tas d'intrigues, de tromperies et de trahisons réciproques. Chaque jour apportait des nouvelles plus sensationnelles encore que celles de la veille. On vit clairement qu'à côté de l'affaire Kornilov, il y avait une affaire Kerenski, qui ne se séparait de l'autre, quant aux « principes », que par une plus grande lâcheté.

Tandis que s'effectuait en haut un changement imperceptible de ministres, où, ce qui était déjà si caractéristique pour le régime tsariste, on essayait de cacher par des changements de personnalités l'aspect formidable de son caractère de classe, une rapide « poussée à gauche » s'effectuait parmi les classes inférieures. Ce développement s'exprimait également par le changement de position des plus importants soviets. Les chefs menchéviks et socialistes-révolutionnaires cherchaient à affermir leur influence par un système de cloisons bureaucratiques, et à se protéger contre les « coup de masses ». Plus le pays se développait rapidement à gauche, plus les soviets devenaient des organes de la lutte de classe du

prolétariat et des soldats contre la force de l'Etat impérialiste, et plus ils se débarrassaient rapidement du rôle honorifique de simples organismes de cette force. La réélection de quelques-uns de leurs membres, leur passage à gauche, fit que le soviet de Pétersbourg passa entre les mains des bolchéviks. Le Présidium du Comité Exécutif, avec Tcheidze et Dan à sa tête, fut obligé de partir. Après le soviet de Pétersbourg, et fut le soviet des ouvriers de Moscou qui donna la majorité au parti du prolétariat révolutionnaire, C'est en vain que le soviet central décida sa confiance au conseil bonapartiste des cinq. Il était clair que le rôle dirigeant échappait aux mains de ce cadavre et passait aux mains des soviets révolutionnaires des deux capitales.

Les chefs petit-bourgeois perdaient même de plus en plus leur propre base. Ils avaient autrefois exprimé avec succès l'opinion moyenne de la petite-bourgeoisie, des paysans, des couches pauvres des villes, des couches arriérées de la classe ouvrière, mais maintenant ils se tournaient presque brusquement vers la droite. La masse de la petite-bourgeoisie montrait de la sympathie pour le prolétariat, ses chefs montraient encore plus de sympathie pour le grand capital. La tête bureaucratique du Conseil central, qui, sous la pression des masses, avait quelque peu modéré son ardeur réactionnaire et son zèle servile, marchait à nouveau à toute vapeur vers un accord avec la grande bourgeoisie, et comme elle n'osait avouer sa vénération pour les Cadets, qui venaient de se compromettre à fond dans l'affaire Kornilov, elle les fit entrer dans le gouvernement comme « candidats techniques » — masque sous lequel se présentent toujours tous les aventuriers politiques et les trompeurs professionnels. Dans de telles circonstances, ces messieurs, qui s'étaient déjà joints à mi-chemin aux grands bourgeois, et qui s'étaient eux-mêmes transformés en petits Bonapartes, craignant l'influence croissante des bolchéviks, cherchèrent un autre point d'appui que celui qu'ils avaient auparavant. D'un autre côté, étant donnée la croissance rapide du bolchévisme, non seulement dans le pays, mais aussi dans les organisations des soviets, il fallait pouvoir opposer à ces dernières un autre pouvoir « également démocratique » et « pan russe ». Mettre les soviets à l'arrière-plan, créer une organisation de la solide bourgeoisie moyenne, pour que l'oligarchie financière puisse gouverner par son intermédiaire, enfin, résister à la pression des bolcheviks en érigeant une barrière « démocratique » solide contre « l'anarchie » révolutionnaire, tel était le plan des Liber et des Dan, dont le nom est devenu le patronyme de tous les gens du type social-traître.

C'est de ces besoins que sortit le plan de la « conférence démocratique ». Le but que se posaient les chefs du Comité central, c'était la formation d'une semi-démocratie. Rien d'étonnant à ce qu'on ne puisse réaliser un pareil but que par des faux. De même que la conférence « d'Etat » de Moscou devait fausser la paix de la « nation », en plaçant cette nation sous la domination des bourreaux avec ou sans épauettes, la conférence démocratique devait également fausser la voix de la démocratie en la soumettant aux possédants des classes moyennes et aux intellectuels kornilovistes au lieu de la soumettre aux paysans, aux ouvriers et

aux soldats.

On donna aux soviets, seuls représentants de la démocratie révolutionnaire, une place de troisième ordre. On donna la première place aux représentants des Zemstvos, des conseils municipaux, des coopératives, auxquelles vinrent encore s'ajouter toute une série d'organisations professionnelles d'intellectuels. Les Zemstvos pouvaient d'autant plus facilement servir de base à tous ces chefs banqueroutiers, que beaucoup d'entre eux n'avaient pas été renouvelés et portaient encore sur le front la marque tsariste. Aussi pouvaient-ils servir un jeu pourvu que ce fut un jeu réactionnaire. Les doumas municipales reproduisaient exactement le lendemain de la révolution ; la majorité socialiste de droite et cadette et des assemblées de députés municipaux, qui avaient approuvé les exécutions, ne pouvaient pas le moins du monde correspondre à l'opinion des masses des grandes villes.

On dévina des discours sans fin d'anciens ministres et de ministres en exercice, et après eux d'innombrables représentants d'organisations innombrables. Tchernov raconta comment on l'avait empêché de travailler dans le ministère de coalition... et il se prononça pour un ministère de coalition. Skobeliev, qui avait autrefois promis de prendre à la bourgeoisie 100 % de ses biens, rapporta de façon inarticulée sur les difficultés du travail... et se prononça pour la coalition, Zaroudy fit rire le public par de mauvaises anecdotes sur la vie des ministres, en déclarant qu'il n'avait rien compris et qu'il ne comprenait rien... et se prononça pour la coalition. En un mot, tous les ministres, qui s'étaient habitués aux douceurs du compromis, le défendirent de toutes leurs forces. Mais, la « masse », que ces experts en tromperie avaient pourtant savamment ramassée, donna 766 voix pour la coalition et 688 contre. Les soviets votèrent contre à une écrasante majorité, les syndicats à une majorité plus écrasante encore. La flotte se prononça contre à l'unanimité, et même parmi les anciennes organisations de l'armée, une moitié repoussa la coalition. Les partisans de la coalition l'emportèrent avec ceux à qui ils avaient par avance assuré la majorité : les députés des Zemstvos, les délégués des villes, les coopérateurs et les social-traîtres des autres organisations. Mais, lorsqu'on posa la question des cadets, cette majorité choisie n'osa pas aller jusqu'à voter pour le parti de Kornilov, le parti de la trahison populaire. Malgré toutes les chansons des rossignols de la social-trahison, ils n'arrivèrent pas à emporter ce morceau-là. Et, comme il était clair qu'une coalition avec la bourgeoisie sans les cadets était un non-sens, lorsqu'on posa la question de la formation d'un gouvernement d'apparence socialiste, « sans la bourgeoisie », les socialistes révolutionnaires et les menchéviks reculèrent avec effroi devant une telle perspective et votèrent à l'unanimité contre la résolution.

Au résultat, on vit que la conférence démocratique avait laissé tomber sa propre résolution et que, découvrant sa nudité toute simple, elle restait là les mains vides.

Alors, montèrent sur la scène les prestidigitateurs de profession, et d'abord « le noble

Tseretelli ». C'est par un mensonge direct que fut presque adoptée cette résolution honteuse, qui proposait de créer un organisme « sanctionné » par le Bonaparte, et qui « aiderait » le gouvernement à mettre debout le pouvoir. Les bolchéviks, avec Trotski à leur tête, dont les discours brillants et hardis travaillaient maîtres et valets, abandonnèrent démonstrativement la salle, en réponse à ces scènes honteuses de tromperie. Les améliorations secrètement apportées par Tseretelli furent pourtant retirées de l'ordre du jour. Mais la politique réelle, résultat des combinaisons entre Kerenski, Tseretelli, Gotz et consorts, entre les coopérateurs et les gros bourgeois, derrière laquelle se tenait le parti haï de la trahison populaire, cette politique fut continuée par les héros de la conférence. Les résolutions adoptées proposaient de demander, à la formation du gouvernement, « la réalisation du programme du 14 août », c'est-à-dire de ce programme qu'avait si chaleureusement défendu Tcheidze à la conférence de Moscou, en présence de Kalédine et en l'absence du prolétariat.

La conférence démocratique se révéla aussi stérile que le figuier de l'Évangile. Bien que messieurs les cadets fissent montre d'une joie mauvaise sur « la faiblesse de la démocratie », ils savaient bien que leur joie n'était que de façade. Ils savaient bien que la faiblesse de cette assemblée, arrangée par Tseretelli et approuvée par Kerenski, n'avait rien à voir avec la démocratie, qui, hors des murs du théâtre Alexandre, devenait chaque jour plus forte.

La croissance ininterrompue du parti du prolétariat créait pour la bourgeoisie une situation vraiment critique. Dans le pays, c'étaient conflits sur conflits : grèves de cheminots, troubles agraires, mobilisation des forces des soviets. N'était-il pas clair que les vagues de la guerre civile submergeraient le pauvre édifice du pré-parlement ?

Les derniers efforts du gouvernement provisoire

par *N. BOUKHARINE*

« Tout le pouvoir aux soviets ! », « Convocation du II^e Congrès des Soviets », tels étaient les mots d'ordre avec lesquels les bolcheviks allèrent à la Conférence démocratique et au Pré-parlement. Le parti du prolétariat voyait très bien qu'il était objectivement inévitable d'en arriver à la guerre civile. La bourgeoisie n'avait pas d'autre issue que d'attaquer ouvertement le peuple contre lequel elle menait constamment la petite guerre. En réponse aux mots d'ordre du prolétariat, Kerenski dispersa le Soviet des ouvriers et des soldats de Tachkent. En réponse à la voix des paysans, son gouvernement continua d'arrêter les comités de paysans. En réponse aux plaintes des cheminots et des mineurs du Don, on envoya des cosaques pour les pacifier. En réponse aux exigences de la Finlande, qui demandait la reconnaissance de ses droits, on envoya des expéditions punitives et on éloigna les troupes révolutionnaires. En réponse aux résolutions des ouvriers, qui réclamaient la libération des bolcheviks, on libéra des gardiens de prison et des gendarmes. Enfin, en réponse au cri unanime du peuple tout entier « A bas les cadets traîtres ! », Kerenski nomma un ministère de cadets avec des laquais en livrée, pris parmi d'anciens socialistes...

Gouvernement de guerre civile — c'est sous ce nom que le nouveau cabinet de la république russe entra dans l'histoire.

Konovalov, le grand industriel de Moscou, idéologue et praticien du sabotage dans toute la Russie, est ministre du Commerce et de l'industrie et vice-président du Conseil. Sûrement que cela fera cesser les lock-outs. Tretiakov, un autre industriel et financier, un des grands chefs de monopoles de la Russie du Centre, est président de la Conférence économique. Cela suffira sans doute à écarter la faillite ! Smirnov est nommé contrôleur d'empire. Smirnov, qui dans sa fabrique, non seulement donne aux ouvriers des salaires de famine, leur a retiré l'eau et le feu, mais qui a laissé ses chevaux mourir de faim pour avoir ensuite la possibilité, pour des considérations politiques, de fermer son usine. N'est-ce pas suffisant pour assurer un bon contrôle des finances nationales ? Est-ce que cet ogre ne remettra pas en ordre l'économie nationale désorientée ? Terechtchenko resta ministre de Affaires étrangères. Mais n'avait-il pas déjà manifesté son zèle immense pour la paix ? Iefremov devint ministre plénipotentiaire et fut nommé ambassadeur extraordinaire en Suisse. Ne s'était-il pas montré le meilleur ami de

l'impérialisme anglais ? Et n'est-ce pas là une garantie suffisante pour la paix et la liberté ? Kichkine, avec lequel le Soviet de Moscou se refusait d'avoir la moindre relation, fut nommé ministre de la Prévoyance sociale. Qui donc peut douter qu'il ne remplira pas sa tâche contre la révolution ?

Le rôle objectif du nouveau cabinet ne pouvait être qu'exciter à la guerre civile.

Ces messieurs du Gouvernement Provisoire espéraient avoir, dans cette besogne, le soutien des petit-bourgeois et des classes moyennes qui, à la Conférence démocratique, s'étaient réunies sous la direction politique des coopérateurs

Un des collaborateurs les plus estimés de la feuille démocratique des banques, *Diénig*, écrivait dans ce journal : « Je dois dire tout de suite que, lorsqu'on partage complètement la plate-forme politique des coopératives, on doit voir, on doit sentir qu'on se rapproche en ce cas d'une foule de combattants qui ont besoin que l'on rejette tout ce qu'il y a de mauvais et de sombre dans ce que le bolchévisme, au plus large sens du mot, a apporté et apporte avec soi. Et je suis persuadé que ce ne sera pas seulement une joute oratoire. » Le journal officiel de Kerenski, Savinkov et consorts, *Volia Naroda*, battait le tocsin et appelait à la lutte contre le bolchévisme, affirmant qu'il n'y avait plus de place pour un compromis et que « la démocratie devait s'unir et forcer de sa main de fer le bolchevisme à se soumettre à sa volonté ».

Dans la rage grandissante des marchands de farine, des avocats et des coopérateurs, se reflétait la peur des propriétaires contre le communisme en marche. Cette peur les trempait de sueur froide. Leur imagination secouée leur montrait déjà toutes les terreurs du brigandage, de l'assassinat, du partage général, des destructions et du tumulte.

Le bourgeois moyen, si l'on ne tient pas compte de son espèce de réalisme étroit, n'est jamais, au fond, un réaliste, et, une fois sorti de ses raisons commerciales, il est toujours en proie à deux mouvements d'humeur : la peur quand cela va mal et la vengeance quand il est vainqueur...

Ce renforcement de la lutte des classes partait, de ce côté-là, dans toutes les directions. Dans le domaine économique, on appliquait systématiquement et opiniâtrement le plan de Riabouchinski, de prendre les ouvriers dans la main terrible de la faim. Les lock-outs cachés ou déclarés se répétaient de plus en plus, dans la faillite complète de l'industrie et la désorganisation de toute l'économie, la classe des industriels et des commerçants versait habilement de l'huile sur le feu par un sabotage savamment calculé qui croissait et croissait. Messieurs les ministres se décidèrent enfin à centraliser la chose et à organiser la désorganisation en élevant le sabotage à la hauteur d'un principe et d'un devoir national. C'est dans ce but, c'est-à-dire pour multiplier le chômage, qui était déjà très grand, et la faim, que Smirnov et Konovalov commencèrent avec le plus grand zèle à réaliser les évacuations (C'est ainsi que l'on appelait les mesures contre le surpeuplement de la capitale et pour ramener à la

campagne l'excédent de population.). On commença par Pétersbourg (c'était le point le plus rouge et par conséquent le plus dangereux), puis on passa au district de Moscou. Tandis que les commerçants et les industriels poursuivaient leurs méfaits dans les fabriques et les usines, les instituts financiers commencèrent la même politique à l'égard des nouvelles assemblées municipales, principalement de celles qu'on connaissait comme bolchévistes, en leur refusant tout crédit. Pouvait-on, en effet, espérer une œuvre plus nationale que de resserrer ainsi le cordon qui tenait déjà le peuple au cou ?

La politique complétait l'économie et avant tout la politique internationale. Les patriotes enflammés étaient assez partisans de conclure une paix favorable en échange de quoi ils pourraient mater les ouvriers et les paysans. Des tractations pleines de secret à l'étranger, mais dont des échos perçaient cependant dans la presse, exprimaient ce besoin grandissant.

Préparer la reddition de Pétersbourg et son écrasement par les canons allemands, tel devint le rêve secret de toute bourgeoisie russe.

Enfin, on prépara également des putschs armés de l'intérieur. On recommença partout à mobiliser les organisations qui avaient été détruites au cours des journées de Kornilov, et elles se rassemblèrent sur le Don, où elles se trouvaient le plus en sûreté. C'est de cette Vendée russe que devait partir la nouvelle croisade contre la révolution du peuple russe.

La classe ouvrière, de son côté tendait toutes ses forces et se préparait à passer de la défense à l'attaque. Les grandes masses ouvrières sentaient plus que jamais la nécessité de la lutte pour le pouvoir. Les grèves économiques, par lesquelles le prolétariat cherchait à répondre à la pression du capital, ne servaient plus à rien. Elles étaient directement provoquées par le capital, car le moyen de lutte se transformait en lock-outs exécutés par les ouvriers eux-mêmes. « Le pouvoir aux soviets ! », « Le pouvoir au Congrès des soviets ! », « A bas le gouvernement ! ». ces mots d'ordre étaient devenus si populaires qu'il n'y avait même pas besoin de les expliquer.

La paysannerie augmentait encore son activité, passant à l'insurrection directe contre les propriétaires fonciers. Aucune répression, si dure tombât-elle sur leurs têtes ne pouvait les effrayer. La crise mûrissait avec une rapidité étonnante...

La déclaration publiée par le nouveau gouvernement justifiait entièrement les pires craintes. Il voulait continuer la guerre « en accord avec les Alliés » ; « régler » les conditions agraires, « sans violer les droits de la propriété existante », élever les impôts indirects, enfin, mener « la lutte la plus décidée, la plus conséquente, la plus systématique contre tous les phénomènes de la contre-révolution et de l'anarchie ». Tel était son « programme » ! Traduit en langue vulgaire, cela signifie le banditisme international, la protection de la propriété foncière, l'exploitation des masses, l'étranglement de la révolution. C'est ainsi que doit être le programme d'un gouvernement de guerre civile, et c'en était un.

En ce qui concerne la formation du gouvernement, la question fut résolue par un « décret du Conseil provisoire de la République russe », publié sous la signature du citoyen Konovalov. C'est à celui-là qu'on remit le soin de décider du sort du Pré-parlement, alors que le Pré-parlement aurait dû décider du sien. Dans le « décret », apparaissait avec une netteté étonnante le rôle des traîtres social-patriotes. Ils avaient obtenu ce qu'ils voulaient. Les droits déjà fortement ébranlés de la démocratie craquaient de tous côtés. On permettait généreusement au « Conseil de la République » « d'examiner les projets de loi, sur lesquels le Gouvernement Provisoire tenait pour nécessaire d'avoir l'avis du Conseil », — telle était la fonction honorifique attribuée à cette espèce de chancellerie de Kerenski.

Le « Conseil de la République », qui devait en même temps servir de bouclier contre l'Assemblée nationale (Lvov, Karaoulov et d'autres criaient encore à la nécessité de reculer encore une fois les élections) et contre les soviets d'ouvriers, paysans et soldats, fut littéralement, immédiatement dissous par le parti du prolétariat. Les bolchéviks abandonnaient ce Pré-parlement « réformé », et il perdit immédiatement l'importance d'un centre d'attraction où se serait reflété toute l'intensité de la lutte des classes.

Le prolétariat mobilisait avec une hâte de plus en plus grande les forces des soviets. Le Comité de l'armée, de la flotte et des ouvriers de Finlande lança un violent appel contre le gouvernement, qui envoyait en Finlande des troupes contre-révolutionnaires. Les travaux préparatoires à la convocation de toute une série de congrès de régions ou **d'armées** [d'années dans *La CI*] commencèrent. Une agitation fiévreuse commença pour la convocation du Congrès panrusse des Soviets, décidée en son temps, sous la pression des masses, même par le Conseil central. Ainsi, le centre de la vie politique ne fut pas le misérable Conseil de la République, mais le futur Congrès de la révolution russe. Au centre de tout ce travail de mobilisation, se trouvait le Soviet de Pétersbourg, qui venait d'élire pour président, en manière de démonstration, Trotski, le tribun étincelant de l'insurrection prolétarienne.

Vers la même époque, s'avérèrent définitivement pour des traîtres les chefs des anciens bureaucrates des soviets, ceux qui déjà, pendant la Conférence démocratique, avaient reculé parce qu'ils sentaient que le sol se dérobaient définitivement sous leurs pieds. L'organe officiel des soviets commença à mener une lutte pour la destruction de ces soviets !

...Les partisans sans logis de la guerre défensive émigrèrent vers les « bâtiments plus agréables » de la nouvelle Douma Boulyguine, à qui l'on avait permis de « poser des questions » à la clique sans contrôle... C'est là que « démocrates » et « socialistes » en étaient tombés ! Non seulement, ils proclamaient leur déchéance, mais ils menaient une campagne acharnée pour la dissolution du congrès, qui était fixé au 20 octobre. Au bureau du Conseil central, le citoyen Dan, ce vieux renard des compromis, des **flatteries** et d'affaires menées dans la coulisse, posa le premier la question de la suspension du congrès. Cela ne réussit pas, mais

tous les partisans du Conseil central, tous les menchéviks et les social-révolutionnaires s'efforcèrent de faire dissoudre le congrès ou tout au moins de le discréditer. « Le congrès sabotera l'Assemblée Constituante ! », « Le congrès est inutile, puisqu'il existe déjà le Conseil de la République ! », « Le Congrès, c'est de la démagogie bolchéviste, qui pousse la démocratie dans le sein de la contre-révolution ! », etc., etc., ainsi jacassaient partout ceux qui, en fait, n'appartenaient déjà plus aux nouvelles organisations de classe des ouvriers et des paysans, venus à la vie au milieu même des tempêtes de la bataille sociale.

La campagne des partisans de la « guerre défensive » contre le congrès était, malgré tous les efforts, vouée par avance à l'échec complet, par tout le déroulement de la lutte des classes qui brûlait de jour en jour plus haut et plus clair. Les propriétaires fonciers, les négociants, les industriels, commençaient déjà à supplier télégraphiquement le gouvernement d'envoyer des troupes et de l'artillerie du front pour calmer les paysans. Le gouvernement répondait à leurs prières et recommandait par circulaire à ses commissaires d'agir « avec toutes les rigueurs de la loi ». Le contrôleur national, l'homme du sabotage, Smirnov, passait déjà à l'attaque directe contre les soviets en préparant un plan pour leur transformation, comme si les soviets avaient été un **décernat** [?**département**] de police près le ministère de l'intérieur. A Minsk, le journal le plus populaire, *Molot*, fut interdit; on interdit également le journal letton *Le Franc-Archer*; pour museler la classe ouvrière, on préparait déjà, dans le secret des bureaux du ministère, la loi sur l'arbitrage obligatoire, c'est-à-dire la loi contre les grèves. Les bandes contre-révolutionnaires poursuivaient presque ouvertement leur propagande de haine antisémite, contre laquelle le gouvernement ne prenait aucune mesure. Il approuvait également par son silence l'assassinat des soldats russes en France, qui perça dans le pays, et il se sépara, par la bouche de Teretchenko, de Skobeliev, que le Conseil central avait envoyé avec des instructions plus que modérées vers les diplomates alliés, pour leur dire son étonnement. Celui-là même ne paraissait plus bon à la compagnie si belle de Teretchenko-Maklakov-Alexiev !

Mais, à côté de cela, les cheminots remportent une victoire, la grève de Bakou brise la résistance du capital ; les élections des assemblées municipales de quartier de Moscou donnent aux bolchéviks une victoire éclatante : leur chiffre de voix passe de 11 à 50 %. Le Congrès de la flotte de la Baltique se prononce en entier pour les bolchéviks, tout le district de Moscou fermente et bouillonne; les tanneurs sont en grève ; les employés municipaux, les travailleurs du bois et du textile, les métallurgistes se préparent à la grève. Les soviets commencent à se dépouiller de toutes les vieilleries, les nouvelles élections donnent sans exception des bolcheviks ; çà et là, des ouvriers viennent et demandent déjà que les soviets passent des paroles aux actes. De même, la Conférence de Zimmerwald et la révolte des matelots allemands éveillent à nouveau l'espérance d'un mouvement de l'autre côté des tranchées.

Le 30 septembre, arrive la nouvelle de la prise d'**Oesel** par les Allemands. On apprend

ensuite des détails de la bataille navale, des détails qui découvrent toute une formidable provocation internationale sur le front.

On apprend que la flotte anglaise a laissé tranquillement abattre l'héroïque flotte rouge de la Baltique, qui volait au combat. On apprend que le gouvernement lui-même a donné des ordres pour faire enlever les canons qui protègent la route de Pétersbourg. Riga ne suffit pas ! Puissent-ils détruire cette « pourriture » de la flotte rouge ! Puisse tomber Cronstadt ! A bas Pétersbourg ! Le mot d'ordre du gouvernement : « A Moscou ! » devient clair pour tout le monde. Ils fuyaient devant la révolution, ces traîtres. Ils prenaient de l'espace, tout comme autrefois Thiers fuyant de Paris à Versailles. Le général Alexiev lui-même affirmait qu'il ne pouvait être question d'un danger allemand.

Alors apparut dans toute son étendue le nouveau complot. Paltchinski devait en finir à Pétersbourg avec les ouvriers, en renforçant le chômage, en déchargeant la ville, en transformant le prolétariat organisé en une bande de mendiants incapables de se défendre. Puissent les centres de la révolution : la Finlande, Pétersbourg, Cronstadt, la flotte, dans le pire des cas, être détruits par le feu des canons allemands eux et tous leurs diables de soviets et de comités, avec la neutralité bienveillante des Alliés. Le gouvernement s'organise à Moscou, près de la petite conférence, dans le pays de Konovalov et de Tretiakov ; sur le Don, on forme une « armée sûre », tel fut le dernier grand projet du capital russe.

Les forces guerrières de la contre-révolution furent entièrement mobilisées, Les généraux cosaques organisèrent une levée générale, fortifièrent les villages cosaques, les armèrent avec des mitrailleuses et commencèrent à envoyer leurs troupes vers la Russie du Centre. Les officiers organisaient en secret des bataillons d'officiers ; les junkers étaient de nouveau sous les armes, comme au temps de Kornilov. Des experts militaires déclaraient avec fierté que ce ne serait pas, comme pour Kornilov, l'épreuve du feu, mais quelque chose de plus important.

Le gouvernement, en dissolvant la Douma d'empire, fit un geste de gauche, mais pour mieux continuer sa politique générale de droite. Il devint, au fond, le centre dirigeant de la contre-révolution, des cadets et des cosaques. Il se réjouissait déjà : « Qu'il soit béni, celui qui vient au nom de Kornilov ! », en même temps qu'il cherchait de toutes sortes de façons à provoquer une insurrection bolchéviste.

Le parti du prolétariat voyait tout le sérieux de la situation. Il ne s'agissait déjà plus de démonstrations ou de demi-démonstrations. Ces masses se préparaient à la lutte véritable, et non à une lutte pour rire. Elles n'étaient plus portées vers de simples démonstrations. Tous comprenaient parfaitement que l'époque des mots, de l'agitation et de la propagande, l'époque des préparatifs touchait à sa fin. Il faut agir, sinon on nous foulera aux pieds, telle était l'opinion des masses. Pas de bruit, pas d'excitation joyeuse ou sentimentale. Des pensées et des mots nets, une résolution ferme de lutter jusqu'au bout, de commencer la lutte et de la

continuer en pleine intensité jusqu'à la chute ou jusqu'à la victoire, tels étaient les pensées et les sentiments des prolétaires, en se préparant au combat. Le parti souleva la question de l'insurrection : à l'extrême-droite, on avait déjà levé le drapeau de la bataille, il fallait relever le gant et passer immédiatement à l'attaque.

(Extrait de la brochure : *De la chute du tsarisme à la chute de la bourgeoisie.*)

Annexe : nous reproduisons les trois derniers extraits dans la traduction suisse de 1918. Voir *De la dictature de l'impérialisme à la dictature du prolétariat*, Genève, 1918.

Texte 2.

Le soulèvement de Korniloff se flétrit avant d'avoir eu le temps de fleurir. Les forces militaires de Korniloff, qui marchaient sur Pétersbourg, ayant été trompées par leurs généraux, se décomposaient dès leur premier contact avec les troupes envoyées contre elles, non par Kerensky, qui jouait la comédie, mais par les organisations soviétistes, auxquelles avait passé en fait la direction militaire. Et dans les centres urbains, où les chevaliers de la Croix de St-Georges, les soldats de choc et les femmes de choc, les officiers et les généraux, avaient tant parlé du « jour » de joie, et où ils avaient avec une telle « intrépidité » arboré les cocardes kornilowiennes, démontrant leur mépris souverain envers la « plèbe déchaînée » — ces héros ne se décidèrent pas du tout à agir. Ils connaissaient la valeur de leurs alliés — la masse des petits propriétaires, qui n'est audacieuse que lorsqu'elle est en sécurité. L'appui de *Kalédine*, qui devait marcher venant du sud et couper le nord des transports de blé, s'exprima seulement par le fait que l'on envoya vers Moscou durant quelques jours, des wagons de melons d'eau et de tournesols au lieu de blé. L'attaque des brigands contre le peuple avait échoué. Les conspirateurs avaient évidemment trop présumé de leurs forces. Mais ils avaient aussi trop méprisé les forces de la révolution. « Les bas-fonds des villes » ne montraient aucune disposition à se soumettre aux « coups de cravaches », comme l'espéraient les bandits du capital. Ces bas-fonds, en réponse à l'entrée en scène du général s'étaient écriés unanimement: « La mort ou la victoire ! » et avec un enthousiasme que seul est capable de développer une classe de travailleurs, brillants d'inspiration, comprenant leurs grandes destinées historiques ; jeunes et héroïques, ils s'étaient précipités aux avant- postes de la guerre civile.

La *fraternisation* fut la méthode fondamentale de dissolution des troupes kornilowiennes. Même les Turkmènes-Tekkés à moitié sauvages, dont le fougueux général avait formé des cohortes choisies pour le salut de la civilisation bourgeoise, même ces « sauvages » que l'on avait imaginé d'appivoiser pour maîtriser les Huns du « socialisme, du communisme et de

l'anarchie », perdaient leur dévouement servile à Korniloff. L'offensive militaire sur le front intérieur, que l'on préparait dans les salons les plus élégants des Mécènes russes, au sujet de laquelle la presse bourgeoise avait sonné les grands carillons de toutes ses cloches, cette offensive s'était soudain ridée comme une vessie où l'on pique une aiguille, et l'austère héros de la bourgeoisie ne représentait plus qu'un homme stupidement entêté, qui se distingue par tout ce que l'on voudra, sauf par le génie d'un triomphateur.

L'émeute kornilowienne joua un rôle diamétralement opposé à celui que cherchait la cabale bourgeoise : elle ouvrit les yeux non seulement aux ouvriers retardataires, mais aux paysans, non seulement aux hommes de l'arrière, mais aux soldats du front; elle provoqua un immense regroupement de forces et consolida extraordinairement la position du parti du *prolétariat révolutionnaire*.

Le *pouvoir coalitionniste*, qui avait ouvert toutes grandes les portes pour l'entrée solennelle de la contre-révolution, n'avait pu surgir ni se maintenir qu'en se basant sur la *confiance inconsciente* des masses capitalistes et sur leur *défensisme de bonne foi*. Et c'est à ce même titre que les masses avaient pu reconnaître pour guides les socialistes- révolutionnaires et les menchéviki. L'excitation joyeuse, sentimentalement naïve, de la révolution de mars, de cette révolution « omninationale », où même les filous brûlés de l'oligarchie financière faisaient semblant d'être attendris et approchaient des mouchoirs blancs de leurs yeux bouffis de graisse, la confiance des masses trompées envers les pesants « chefs de la révolution » vêtus de noir, tels que les Rodzianko et les Lwoff — s'en allait maintenant en fumée. Le développement de la lutte des classes brisait toutes les illusions, faisait tomber tous les voiles, arrachant impitoyablement leurs masques à tous les héros du mensonge et montrant aux masses le véritable visage de rapaces de ces « bienfaiteurs du peuple ». Les impérialistes bourgeois et la presse de la social-trahison, auxquels l'on croyait auparavant, à ce point que pendant les journées de juillet la bourgeoisie avait réussi à créer un état de siège contre le parti prolétarien traqué à tous les carrefours, avaient maintenant perdu la confiance des masses, définitivement et irrévocablement.

La *classe ouvrière*, qui déjà au temps de la Conférence de Moscou suivait en sa majorité la social-démocratie révolutionnaire, perdait rapidement tout ce qui lui restait d'illusions petite-bourgeoises autrefois inhérentes à ces couches attardées.

Les *paysans* avaient vu dans l'action de Korniloff une attaque de la part des propriétaires fonciers et une menace réelle à leurs rêves terriens. Si jusque-là les paysans, à la grande joie de tous les grands propriétaires, avaient « supporté » et remis la décision de la question « jusqu'à la réunion de l'Assemblée Constituante », ce à quoi s'appliquaient et s'occupaient messieurs les socialistes-révolutionnaires, en revanche leur patience même était maintenant à bout. Aussitôt après le mouvement kornilowien des propriétaires, un immense mouvement des paysans se dessina, se muant parfois en un véritable *soulèvement des paysans*. La presse capitaliste signalait avec terreur ce fait, inscrivant les « désordres » agraires dans la rubrique de « l'anarchie » et des « pillages ». En réalité, le mouvement agraire était l'indice du *développement* de la conscience des paysans, qui ne se contentaient plus des éternelles promesses. Les « usurpations illicites », si haïes de la bourgeoisie, étaient devenues des événements ordinaires. La terre fuyait rapidement des mains des propriétaires et commençait à se déposer solidement entre les mains des paysans. *L'armée*, qui jadis croyait aveuglément en Kerensky, attirée dans la honteuse offensive de juin, était maintenant, après le coup de cravache du bourreau, remplie de haine envers tout l'effectif de commandement, y compris les officiers. L'effectif de commandement, qui s'était montré entièrement kornilowiste, avait introduit la peine de mort, avait calomnié et persécuté les soldats, les trahissant à chaque pas, traitant l'ancien « saint animal » comme une vile plèbe — cet effectif de commandement avait senti se poser sur lui le regard fixe et rempli de haine d'une armée de plusieurs millions d'hommes. La lutte de classes qui secouait la société entière, s'était transportée sur le front avec une force incroyable. Une fois pour toutes, l'armée avait rejeté de dessus soi le joug des impérialistes.

Enfin, l'épopée kornilowienne avait aiguisé à l'extrême les questions *nationales*. Cette aventure avait été une tentative désespérée de l'impérialisme de grande puissance russe. Sous

le faux mot d'ordre d'une « Russie une et indivisible », que mettaient en avant les généraux patriotisants et les patriotes généralisant de la « classe commerciale et industrielle », se dissimulait la politique habituelle de strangulation des pillards impérialistes, qui s'en délectaient encore aux temps bénis du tsarisme. Et si les généraux à cravache et sans cravache mettaient en avant le mot d'ordre « une et indivisible », cela signifiait que ceux que l'on appelait « allogènes » devaient commencer à crier au secours. Aussi l'« aventure » kornilowienne et sa défaite provoquèrent-elles la croissance des tendances nationalistes et séparatistes et la décomposition de l'impérialisme russe.

Le développement *politique* de la conscience de classes de larges masses populaires, s'exprima dans la complète *banqueroute des partis coalitionnistes*.

Les *menchéviki*, s'appuyaient en majeure partie sur les couches arriérées, contaminées par les préjugés, les espérances et les croyances petite-bourgeoises de la classe ouvrière; car la banqueroute des illusions allait particulièrement vite parmi le prolétariat précisément : ces illusions s'usaient avec une rapidité presque catastrophique.

Les *socialistes-révolutionnaires* étaient entrés dans une période de décomposition intérieure, se divisant avec toujours plus d'acuité en idéologues du solide moujik qui doit triompher du monde entier et en idéologues des paysans les plus pauvres ; ce processus a trouvé son expression dans la démarcation chez les socialistes-révolutionnaires d'une aile gauche, qui se renforçait chaque jour. Enfin, formant boule de neige, le *parti du prolétariat* s'était augmenté. Le pays se séparait de plus en plus en *deux* camps ennemis : l'un, — en tête duquel se tenait le prolétariat révolutionnaire et son parti — devenait le camp de tous les travailleurs, le camp « populaire » ; et l'autre — réunissait toutes les fractions des classes dominantes, depuis l'ex-demoiselle d'honneur jusqu'au marchand de grains et l'usurier de village ; à la tête de ce camp se trouvait le *capital financier et le parti de la trahison populaire*.

La marche des événements avait posé maintenant devant la camarilla bourgeoise le problème direct de la guerre civile. La confiance disparue des masses envers le capital, la complète décomposition des partis coalitionnistes, la croissance fiévreusement rapide du parti

du prolétariat, tout cela forçait la bourgeoisie à s'orienter vers la guerre civile. Gouverner par le mensonge, la flatterie, la coalition ; gouverner par l'intermédiaire des traîtres « socialistes » ; jouer aux démocrates en brandissant le glaive de la peine de mort, devenait impossible. Il restait une chose à faire : une nouvelle tentative de contre-révolution armée.

Mais avant que d'en arriver à la bataille définitive, l'histoire força le pays à passer encore une fois sous les fourches caudines d'une comédie panrusse : la « Conférence Démocratique ».

Texte 3.

La « liquidation » de l'aventure Korniloff.

La Conférence Démocratique.

La poussée d'en bas avait fait dévier le nœud coulant qu'avait déjà savonné pour le peuple Saurus Korniloff, lequel avait recueilli par avance, les lauriers de la reconnaissance bourgeoise. Que le gouvernement bonapartiste le voulût ou non — le fait restait un fait. Il n'y avait plus qu'à compter d'une façon ou d'une autre avec ce fait.

Toute la situation de Kerensky traçait une ligne de conduite : continuer la fiction de la « lutte avec la contre-révolution » et en réalité lutter à gauche. C'était précisément là l'essentiel de cette farce (politique) que signifiait par elle-même la « liquidation » de l'aventure de Korniloff.

Le « pouvoir » lui-même commença à se montrer sous un aspect vraiment tragi-comique. Une crise succédait à l'autre. A l'arrière-plan de la corruption politique générale des milieux dirigeants, s'agitait une bande d'éperviers bonapartistes, formée d'éléments de la plus grande diversité, prétendant aux premiers rôles : Savinkoff, ex-militant et terroriste, plus tard auteur d'une homélie larmoyante contre l'assassinat et enfin auteur de la peine de mort : Filonenko, homme dont, selon son propre aveu, « les paupières ne clignaient pas » et « la voix ne tremblait pas » en prononçant la peine de mort pour les soldats, « socialiste » qui édulcorait les aphorismes kornilowiens d'une certaine proportion de sadico-sologoubisme de son propre cru ;

Kerensky en personne, et toute une compagnie de ses « aides » cadétomorphes et même cadets, qui se tenaient devant la porte et ne faisaient que « convoiter ». Enfin, l'écume boueuse des duperies mutuelles et des marchés de derrière les coulisses, donna naissance à un *directoire russe*, suspect sous tous les rapports et dont les parrains furent d'un côté Tseretelli-Gotz, et de l'autre, les héros du parti cadet qui préféraient demeurer derrière les coulisses. Le « Conseil des cinq » ne brillait pas par les noms : à sa tête se mit naturellement Kerensky, qui en investit quatre autres à « son image et à sa ressemblance » : Tereschchenko, Verkhovsky, Verderevsky et Nikitine, un rôle technique étant réservé à Verkhovsky et à Verderevsky.

Ainsi se forma le directoire, qui devait évidemment être un pont conduisant au consulat. Le naïf travailliste Boulat reconnut ouvertement l'habileté du citoyen Kerensky : « Pendant que nous nous disputions et que nous discourions ici, le pouvoir fut créé sans notre aide... Qui sait, peut-être même n'aurons-nous plus à nous réunir ici [c'est-à-dire dans le Com. Exéc. Centr. — *note* de N. Bouk.]. La loi martiale est décrétée chez nous. On arrivera chez nous, on invoquera tel ou tel paragraphe et l'on nous dispersera... ».

Ainsi donc, le pouvoir s'édifia simplement : il fut élu par Kerensky, approuvé par Kerensky, rendu responsable devant Kerensky. Kerensky — telle est l'unique source du pouvoir indépendant. Kerensky — tel est le seul vase d'élection de la grâce déversée encore par le gouvernement de la première heure. Kerensky était le chef « reconnu de tous » dans l'« Etat russe ». Ainsi du moins, semblait-il. Et il en était effectivement ainsi. Mais en fait, c'étaient là les derniers efforts de la clique des traîtres à la démocratie, qui commençait à révéler un équilibre de plus en plus instable, ayant perdu déjà tout point d'appui à gauche, et perdant rapidement — malgré tous ses efforts pour le retenir — son point d'appui à droite. L'organisation d'un directoire signifiait en fait la victoire pacifique du général Korniloff : c'était le fruit légal du marché illégal entre le héros de la cravache et l'aventurier de la langue. Le plan de Korniloff consistait précisément en la formation d'un directoire. Il est vrai qu'au moment décisif, Kerensky n'avait pas soutenu Korniloff ; autrement, à la tête du directoire l'on aurait vu Korniloff. Mais, de fait, un pouvoir personnifié en cinq dictateurs et ne dépendant de personne

que d'un dictateur-chef, un tel pouvoir constituait la victoire complète des principes du général.

Le *contenu* correspondait pleinement à la *forme*. La « liquidation » de la révolte de Korniloff prit le caractère d'un véritable persiflage des masses. Tout d'abord, Korniloff solennellement proclamé traître, demeura en fait commandant en chef jusqu'à son remplacement. Puis Kerensky se nomma commandant en chef, désignant comme chef d'état-major — c'est-à-dire encore une fois comme commandant en chef effectif — le général Alexéïeff, le bourreau tsariste, le meilleur ami du général Korniloff, le participant direct de la conspiration kornilowienne et l'intermédiaire entre Korniloff, Riabouchinsky et Milioukoff ; Alexéïeff, qui au début de la révolution menaçait de fusiller « les bandes révolutionnaires qui venaient de Pétersbourg ! », Alexéïeff, que lui-même il avait dû chasser sous la poussée de la colère et de l'indignation générale !, Alexéïeff, qui, à la « petite conférence » des hommes politiques de Moscou avait prononcé des « paroles d'or », qu'il répéta à la « Conférence d'Etat » et qui furent imprimées par Riabouchinsky sur la recommandation de Milioukoff ! Et c'est cet individu-là qui fut désigné pour épurer l'armée des éléments de la contre-révolution ! Bien plus. Lui-même, un participant de la conspiration, fut chargé d'instruire l'affaire de la conspiration. Kerensky lui-même, souillé de cette boue, chargea son complice d'instruire l'affaire de leur principal associé !

Proclamé traître, le commandant en chef arriva donc dans un hôtel de première classe au lieu d'arriver à l'échafaud, et reçut pour le « surveiller » les troupes qui lui étaient fidèles. Le cadet Paltchinsky fut chargé de la surveillance de Pétersbourg. Les généraux les plus réactionnaires, qui seulement par négligence n'avaient pas eu le temps de passer ouvertement du côté de Korniloff (ou par poltronnerie ne l'avaient pas voulu), furent laissés à leurs postes ou reçurent de l'avancement. Les comités révolutionnaires qui avaient été nommés aux journées kornilowiennes et qui avaient dirigé les opérations militaires contre Korniloff, furent déclarés hors la loi. Eux, qui avaient sauvé la révolution et la république, furent déclarés « ennemis de la république ! »

« Les actes indépendants — disait l'ordre du 4 septembre — ne doivent pas être admis

dans l'avenir, et le Gouvernement Provisoire luttera contre eux, comme étant des actes anarchiques et nuisibles à la république ». Ceci se passait en même temps que la « lutte » contre Korniloff, cette lutte ne revêtant évidemment aucun caractère « anarchique », est exercée par une bande d'aigrefins kornilowistes. Cela, au moment où des pourparlers officiels sont engagés pour faire entrer dans le cabinet des chefs du parti cadet, compromis dans la conspiration ; au moment où *Maklakoff* est nommé ambassadeur à l'étranger !

Mais pour les masses, il fallait malgré tout trouver une « couverture ». On la trouva en tombant sur les gardes dirigés par l'ex-demoiselle d'honneur. En général, il était impossible de dissimuler la conspiration. Eh bien ! que Marguerite Khitrowo paie en bloc ! — tel était le plan de la respectable compagnie qui livra volontiers le groupe de ses presque partisans, afin de sortir elle-même plus ou moins sèche de l'eau. Une ridicule « répression des conspirateurs » commença : on nettoya l'« Aigle Impérial » à Kiew, la société « le Héros Russe », on arrêta (pour les relâcher immédiatement après) une paire d'ex-grands ducs, mais on laissa prudemment de côté l'âme de la conspiration *véritable*, et non d'opérette : Milioukoff et Goutchkoff, Rodzianko et Riabouchinsky, Poutiloff et Wyschnegradsky, Korniloff et Kalédine, le comité central du parti de la trahison populaire et la « petite conférence » des hommes politiques-conspirateurs — en un mot tous ceux qui, de connivence avec Kerensky, avaient mené les pourparlers pour le plan de la « dictature collective » de sang et de fer.

Les journaux capitalistes qui, aux jours où l'on attendait la glorieuse venue de Korniloff, aiguisaient férocement leurs dents, et avaient commencé à se calmer aux jours de sa défaite, relevèrent de nouveau la tête et recommencèrent à passer à l'offensive. Les personnages officiels représentant l'autorité judiciaire blanchissaient Korniloff avec la même impudence qui leur avait permis auparavant de noircir le parti du prolétariat. Et de connivence avec le procureur réactionnaire Alexandroff, le « démocrate » Stahl déclarait, en montrant du doigt les bolchéviki : « J'estime que la conspiration de droite et celle de gauche sont également criminelles devant le pays » et les obligeants juristes-journalistes expliquaient qu'il n'y avait pas eu de la part de Korniloff de crime « contre l'ordre existant », pour la simple raison qu'« il n'y a

pas maintenant en Russie d'ordre existant¹ ». Ceux que l'on qualifie d'intellectuels — les historiens, les avocats, les poètes, les savants et les dilettantes — s'élançèrent de nouveau à l'attaque contre les ouvriers : le presque-marxiste professeur Wipper, oubliant ses esquisses de la théorie de la connaissance historique, racontait dans l'organe de Riabouchinsky que la révolution russe tout entière engendra la mauvaise volonté des généraux allemands, et son collègue au journal, Balmont, qui jadis avait chanté le soulèvement ouvrier, commençait à composer des odes inspirées à Korniloff, nommant avec servilité ce possesseur d'une physionomie obtuse d'Asiatique, le « fier cygne » de la civilisation russe. Cependant, messieurs les capitalistes étaient également très mécontents de la conduite de Kerensky, dont ils exigeaient une plus grande décision, ou sa démission en faveur de Korniloff. Ceci était un plan élaboré par les conspirateurs. Kerensky n'avait-il pas, au lieu de soutenir Korniloff par la force armée au moment le plus critique, joué la comédie de la lutte contre lui ? Un tel rôle ne convenait plus du tout aux tentatives réelles, aux rois des industries textile et métallurgique. Et ils commencèrent une campagne énergique qui dévoila entièrement le double jeu du « démocrate » haï de la démocratie, Kerensky. La campagne fut ouverte par l'organe de Riabouchinsky *Outro Rossii*. On démontra documentairement la participation de Kerensky à l'élaboration du plan de dictature militaire, ainsi qu'à l'intention d'écraser Pétersbourg et Kronstadt, à l'appel du troisième corps militaire, à la provocation du « complot des bolchéviki » et à la préparation de la dissolution des Soviets ; il surnagea tout un fatras d'intrigues, de tromperies et de duperies mutuelles. Chaque jour nouveau apportait des informations plus sensationnelles les unes que les autres. Il devenait évident pour tout le monde qu'à côté de l'*aventure Korniloff*, il existait une *aventure Kerensky*, qui ne se différençait « principalement » de la première que par plus de duplicité et de poltronnerie. « Tu veux te défilier ? Mais tu es nôtre, tu as déjà vendu ton âme et tu as reçu une avance considérable ! » — disait le diable bourgeois au ministériel pan Twardowsky, qui possédait déjà alors un compte-courant de presque un million.

¹ *Routskoïe Slowo*, 25/VII 1917.

Malgré les efforts du directoire de Kerensky pour effacer ses péchés devant la bourgeoisie, cette dernière, sauvant Korniloff, montait à l'assaut. Il est vrai que Kerensky avait proclamé la république, afin de démontrer qu'en Russie « il y a de l'ordre ». Mais il avait supprimé à Pétersbourg le « *Rabolchy* » et la « *Novaïa Jizn* ». Sous prétexte de lutte contre l'anarchie, il préparait en hâte des expéditions de répression contre le Soviet de Tachkent et menait des pourparlers avec les gros bonnets de Moscou : Konovaloff, Bouryckine, Tchetverikoff, Tretiakoff et Smirkoff, c'est-à-dire la fleur de la « petite Conférence » de Moscou. Il tentait de dissoudre la « Centre-flotte ». Il nommait au Conseil Militaire le kornilowien avéré Klembowsky. Et cependant la bourgeoisie ne graciait plus son commis : il lui en fallait un autre.

Pendant qu'en haut l'on jouait sans interruption aux « chevaux-fondus » de ministères, ce petit jeu qui était si caractéristique du régime tsariste, lequel s'imaginait pouvoir par des substitutions de personnes arranger les choses, dans les basses couches il se passait un processus de « gauchissement » rapide. Ce processus trouva aussi son expression dans le changement de position des principaux Soviets.

Les chefs petit-bourgeois perdaient de plus en plus, même leur propre assiette. Si auparavant ils exprimaient heureusement le caractère irrésolu de la petite bourgeoisie — des paysans, des gueux des villes, des couches arriérées de la classe ouvrière, — en revanche, ils tournaient maintenant assez nettement à droite : *la masse de la petite bourgeoisie* témoignait d'une forte attraction vers le prolétariat ; ses *chefs* témoignaient d'une attraction plus forte encore vers le grand capital. Le sommet bureaucraté du Com. Cent. Exéc., qui sous la pression des masses, avait pour un certain temps modéré quelque peu son ardeur réactionnaire et son empressement servile, s'était de nouveau précipité à toute vitesse vers le bloc avec la bourgeoisie du cens, et, craignant de reconnaître ouvertement son respect pour les cadets complètement compromis par l'aventure Korniloff, les traînait au gouvernement en qualité de « candidatures d'affaires » — masque sous lequel agissent constamment les jongleurs politiques et les menteurs de profession. Dans ces conditions, craignant la contagion bolchévik grandissante, ces messieurs, déjà à moitié entrés en accord avec les gens du cens, et

transformés eux-mêmes en « petits bonapartes », devaient chercher un point d'appui social autre que celui qu'ils avaient auparavant. Et d'autre part il leur fallait, en présence du rapide accroissement du bolchévisme non seulement dans le pays, mais dans les organisations soviétistes, opposer aux Soviets quelque autre force « également — démocratique », et avec cela pansuse. Refouler les Soviets en arrière, sanctionner la coalition, créer l'organisation d'une solide bourgeoisie moyenne, pour que grâce à celle-ci pût gouverner l'oligarchie des finances ; enfin, prévenir la poussée des bolchéviki en opposant une solide barrière « démocratique » à l'« anarchie » révolutionnaire, tel était le plan des Liber et des Dan, dont les noms sont déjà devenus des qualificatifs pour les personnages du type social-traître².

C'est de ces besoins que surgit le plan de la « Conférence démocratique ». Le but posé par les sommités du Com. Cent. Exéc. consistait en la création d'une démocratie à la margarine. Il n'y a rien d'étonnant à ce que ce but ne put se réaliser que par la voie d'un faux. Si la Conférence « d'État » de Moscou devait falsifier la voix de la « nation », en substituant à cette nation des bourreaux galonnés et sans galons, la Conférence Démocratique devait falsifier la voix de la démocratie, en substituant aux paysans, aux soldats et aux ouvriers, le bourgeois moyen aisé et l'intellectuel kornilowiste.

Les *Soviets*, ces uniques représentants de la démocratie révolutionnaire, avaient acquis la troisième place. Au premier rang l'on avait disposé les représentants des zemstvos, des villes, des coopératives, auxquels se joignait toute une queue d'organisations professionnelles-intellectuelles. Les *zemstvos* pouvaient d'autant plus facilement servir de nouvelle base aux chefs déçus dans leurs calculs, que beaucoup d'entre eux n'avaient même pas été réélus, et de cette façon, le sceau du tsarisme au front, pouvaient servir à n'importe quel truquage, pourvu qu'il fût à reculons. Les *villes* exprimaient déjà une lassitude de la révolution ; la majorité soc.-révolut. de droite et cadette des conseils municipaux, qui approuvait les exécutions, ne correspondait plus à aucun titre à la disposition d'esprit des grandes masses des villes. Enfin, les *employés des coopératives*, que les paysans aisés éalisaient pour se livrer au commerce des

² En Russie, l'on dit couramment maintenant « *un liberdanowetz* » pour un social-patriote du type Liber et Dan.

harengs et du savon et auxquels ils n'avaient jamais remis aucun mandat politique, possédaient la confiance entière du citoyen Tseretelli; car la Jeanne d'Arc des politiciens de coopérative, M^{me} Kousskova, avait déclaré au Congrès des coopératives, parmi les hurlements enthousiastes de ses partisans du camp des cadets, qu'elle se ferait couper la main, si cette main venait à déposer un bulletin portant les candidats de ce même parti auquel appartenait la belliqueuse coopérante; même les mencheviki *liberdanovites* lui semblaient trop rouges !

Etant falsifiée par essence, la Conférence Démocratique ne pouvait manquer de s'occuper de falsifications durant toute la période de son activité. Déjà Kerensky, qui avait préalablement défini par la voie de la presse le caractère privé de la Conférence (pour être « d'Etat, » il y manquait tout de même Riabouchinsky et Kalédine !) avait « donné le ton » à la respectable assemblée en déclarant : « l'aventure Korniloff a été réprimée par moi (c'est-à-dire par Kerensky) jusqu'au bout ». (Ceci précisément alors que la commission d'enquête avait dit publiquement qu'il lui « était pénible d'interroger Korniloff ! »).

Puis les discours sans fin des ministres passés et présents se mirent à couler, et à leur suite des représentants innombrables d'innombrables organisations. Tchernoff racontait comment dans le ministère de coalition, on l'empêchait de travailler, — et il se prononçait pour le ministère de coalition. Skobeleff, qui jadis avait promis de prélever 100% sur la bourgeoisie, narrait d'une voix inintelligible les difficultés du travail et prenait parti pour la coalition. Zaroudny amusait le public de mauvaises anecdotes de la vie des ministres, affirmant qu'il n'avait rien compris et qu'il ne comprenait rien, et parlait aussi en faveur de la coalition. En un mot, tous les ministres habitués aux commodités de la coalition la défendaient de toutes leurs forces. Et la « masse » habilement cuisinée par des spécialistes de la duperie, fournit 766 voix à la coalition, et 688 contre. Les Soviets avaient par une majorité écrasante voté contre ; par une majorité plus écrasante encore, avaient voté contre, les unions professionnelles ; la flotte s'était prononcée contre sans une exception ; même une moitié des anciennes organisations d'armée avait rejeté la coalition. Les coalitionnistes triomphèrent grâce à ceux auxquels ils avaient d'avance assuré la supériorité : grâce aux membres des zemstvos, aux conseillers municipaux,

aux coopérateurs, unis aux social-traîtres de toutes les autres institutions. Mais lorsque l'on posa la question des cadets, même cette majorité choisie n'osa pas voter pour le parti kornilowiste de la trahison populaire. Les rossignols de la social-trahison eurent beau chanter, ce numéro n'eut aucun succès. Et lorsqu'il fut démontré jusqu'à l'évidence que la coalition avec la bourgeoisie sans les cadets était un non-sens ; lorsque les menchéviki et les soc.-révolut. virent se poser devant eux la question de l'organisation du pouvoir socialiste « sans bourgeois », ils reculèrent avec horreur devant une telle perspective et votèrent contre la Révolution dans son ensemble.

Il en résulta que la Conférence Démocratique vit s'écrouler sa propre résolution, prouvant ainsi son indigence, découvrant sa nudité sénile et de loqueteuse apparence.

Mais ici parurent sur la scène les prestidigitateurs de profession, dont le premier était le « noble Tseretelli ». Grâce à une véritable fraude, c'est tout juste s'ils ne parvinrent pas à faire triompher la résolution la plus honteuse, proposant de créer un organe « sanctionné » par le bonaparte et destiné à « seconder » le gouvernement pour la création du pouvoir. Les bolchéviki, Trotski en tête, dont les discours brillants et courageux mettaient hors d'eux-mêmes tous les buffles et tous les valets de la bourgeoisie, firent une sortie démonstrative en réponse à des scènes de moquerie et d'infamie. Les amendements glissés par Tseretelli furent toutefois retirés. Mais la politique effective qui résultait du marché conclu entre Kerensky, Tseretelli, Gotz & C^{ie}, entre les gens des coopératives et ceux du cens, derrière lesquels se tenait aussi le haïssable parti de la trahison populaire, cette politique continua à être mise en œuvre par les héros de la Conférence, même après tous ces événements. Les résolutions votées offraient, lors de la création du pouvoir, d'« exiger la réalisation du programme du 14 août », c'est-à-dire de ce programme que Tcheidzé avait si chaudement défendu en présence de Kalédine et en l'absence du prolétariat, à la Conférence de Moscou.

Si la Conférence de Moscou au Grand Théâtre avait été la sage-femme du complot de Korniloff, la montagne de la Conférence Démocratique aurait accouché avant tout de la ridicule souris du « pré-parlement ». Un organe de promulgation des lois placé auprès de Kerensky et

privé de tout pouvoir, un misérable bureau dans lequel l'effectif fortement réduit de la Conférence était complété par une masse compacte d'hommes du cens, les cadets en tête, contre lesquels la Conférence avait jadis voté — tel fut le résultat des discussions « sur le pouvoir ». Le problème qui consistait à mettre fin à l'irresponsabilité du bonaparte avait trouvé sa solution dans la création d'une pré-Douma, responsable précisément devant celui dont elle devait vaincre l'irresponsabilité.

La Conférence Démocratique se montra stérile comme le figuier de l'Évangile. Mais lorsque messieurs les cadets se réjouissaient malignement de l'« impuissance de la démocratie », ils comprenaient parfaitement que leur joie était toute de façade. Ils savaient parfaitement que l'impuissance du charroi de « démocrates » amené par Tseretelli et approuvé par Kerensky, avait peu de chose de commun avec la démocratie qui se renforçait tous les jours *derrière les murs du théâtre Alexandre*.

Le résultat de la suite des événements — écrivait l'organe de la banque, *Rousskaïa Volia*, à l'ouverture de la Conférence Démocratique — des événements remplissant la période allant du moment de la défaite sur le front, au moment de la défaite de la contre-révolution, est que le bolchévisme démagogique a relevé la tête et que la « démocratie organisée » de Péetrograd s'est trouvée prisonnière des léninistes. On peut dire aussi que ce résultat *politique* du sixième mois de la révolution est « bouleversant », si relative que puisse être sa signification... La Conférence des organisations démocratiques s'est ouverte sous l'action pesante de ces -événements.

L'irrésistible croissance du parti du prolétariat, qui, comme l'a déclaré avec toute la profondeur de sentiments dont elle est capable, une dame patronnesse, M^{me} Breschkowskaïa — « gâte nos braves, nos bons ouvriers, paysans et soldats ». Ce renforcement de l'armée révolutionnaire du travail mettait la bourgeoisie dans une situation véritablement critique. Dans le pays, un conflit succédait à l'autre : grève des ouvriers des chemins de fer, troubles paysans toujours croissants — mobilisation des forces soviétistes — n'était-il pas clair que la vague de la guerre civile submergerait le piteux édifice du pré-parlement ?

Texte 4.

Le gouvernement de la guerre civile ...

« Tout le pouvoir aux Soviets ! » « Convocation du Second Congrès ! » — tel était le mot d'ordre avec lequel les bolchéviki allaient à la Conférence Démocratique et au pré-parlement. Le parti du prolétariat comprenait parfaitement l'inévitabilité objective de la guerre civile. Il ne restait à la grande bourgeoisie d'autre issue que d'attaquer ouvertement le peuple, contre lequel elle menait une guerre de partisans permanente. En réponse au mot d'ordre du prolétariat, Kerensky saccageait le Soviet de Tachkent ; en réponse à la voix des paysans, « son » Gouvernement continuait les arrestations de comités terriens ; en réponse aux supplications des ouvriers des chemins de fer et des mineurs du Don, on les « réprimait » ; en réponse aux demandes de reconnaissance des droits de la Finlande, on y envoyait des expéditions destinées à la pacification et l'on en éloignait les unités révolutionnaires ; en réponse aux résolutions des ouvriers réclamant la mise en liberté des bolchéviki, on libérait les anciens geôliers et les gendarmes ; enfin, en réponse à la clameur unanime du peuple entier : « à bas les traîtres-cadets ! », Kerensky forma un ministère cadet à l'aide de laquais en livrée, anciens socialistes. Après toutes les révélations, après la persécution de l'armée par les cadets, après l'échec de la révolte et de la trahison des cadets, après la trahison de Riga, après le jeu monstrueux de provocation, dont l'enjeu était la peine de mort — Kerensky jette le défi, nommant au ministère des traîtres stigmatisés !

Le gouvernement de guerre civile — c'est sous ce nom qu'est entré dans l'histoire le nouveau cabinet de la république russe.

Konovaloff, le plus important des industriels moscovites, l'idéologue et le praticien du sabotage panrusse — est nommé ministre du commerce et de l'industrie, et suppléant du premier ministre. Tout n'est-il pas fini désormais pour les lock-outers ? *Tretiakoff*, encore un industriel et un boursier, l'un des monopolisateurs du rayon textile — est nommé président du Conseil économique. La désorganisation ne va-t-elle pas être maintenant écartée ? Comme

contrôleur d'Etat on désigne *Smirnoff*, Smirnoff, qui non seulement dans, sa fabrique donnait à ses ouvriers un salaire de famine, les privait de feu et d'eau, mais faisait mourir de faim ses chevaux, afin d'avoir plus tard la possibilité de fermer son entreprise pour des raisons politiques. N'y aura-t-il pas maintenant un contrôle suffisant sur les finances de l'Etat ? Est-ce que cet anthropophage ne remettra pas en ordre le ménage désorganisé du peuple ? *Terestchenko* reste ministre des Affaires Etrangères. Mais n'a-t-il pas prouvé l'ardeur de son zèle pour la cause de la paix ? *Effremow* est nommé ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire en Suisse. Mais ne s'est-il pas recommandé comme le meilleur ami de l'impérialisme anglais? Et n'est-ce pas là la meilleure garantie pour la paix et la liberté ? *Kichkine*, avec lequel les Soviets de Moscou ont refusé d'avoir aucune espèce de rapport, est confirmé dans son titre de ministre de l'Assistance. Qui donc peut douter qu'il ne remplisse son devoir envers la Révolution ?...

La nébulosité « socialiste » — le collaborateur du *Rousskoïe Slowo*, Bernatzki, l'« ouvrier » Gwozdew, l'avocat Mäliantowitch et les autres *dii minores* disposés autour du noyau fortement impérialiste (noyau « d'affaires ») des cadets et des kornilowiens — était d'avance destinée à rester accrochée derrière le char triomphal du « commerce et de l'industrie ». Il est vrai que le cabinet avait été approuvé par Monsieur Buchanan. Bien plus, les bons amis anglo-français avaient eu recours tout simplement à des exactions politiques et au chantage, afin d'obtenir du Gouvernement de leur nouvelle demie-colonie l'effectif désiré, et ce Gouvernement ne parvint au pouvoir qu'après de mystérieuses conférences des petits bonapartes de Russie avec l'ambassadeur de Sa Majesté George. Mais le peuple russe n'en recevait aucun soulagement. Le rôle objectif du nouveau cabinet ne pouvait être douteux : c'était la *provocation à la guerre civile*.

Ces messieurs du Gouvernement Provisoire espéraient avec cela être soutenus par les petits propriétaires et par les gens du juste milieu qui s'étaient groupés à la Conférence Démocratique sous l'hégémonie politique des coopérateurs.

« Je dois le dire franchement » — écrivait dans le journal « banquier-démocratique » *Den*

— l'un de ses collaborateurs les plus importants : « partageant complètement le programme politique de la coopération » — « il est impossible de ne pas voir et de ne pas sentir que c'est de là que partira la masse des combattants aspirant à la revanche pour tout ce que le bolchévisme, dans le sens le plus large de ce mot, a apporté et apporte avec lui de sombre et de mauvais. Et j'en suis convaincu : *ce ne sera pas seulement une lutte de paroles* ». Et l'organe officieux de Kerensky, Savinkoff et C°, *Volia Naroda*, sonnait le tocsin et appelait tout le monde au ralliement sous l'étendard de la lutte contre le bolchévisme, affirmant qu' « il n'y avait pas de place pour le coalitionnisme » et que la « démocratie devait s'unir et, d'une main de fer, forcer le bolchévisme à obéir à sa volonté. »

Dans l'exaspération croissante du marchand de grains, de l'avocat et du coopérateur se reflétait la terreur du possédant devant le communisme menaçant. Cette terreur les inondait d'une sueur froide : leur imagination effrayée se représentait déjà les horreurs des pillages, des massacres, du « partage » général, des pogroms et du « carnage ». Le bourgeois moyen, malgré son réalisme indigent et sali de petit commerçant, n'est au fond jamais réaliste, et malgré son rationalisme qui veut être sobre, il est dominé tout entier par deux sortes d'émotions : la peur, quand ses affaires vont mal, et la vengeance quand « il » a triomphé. Il ferme d'une chaîne la porte de sa demeure et glisse son portefeuille sous son oreiller, lorsqu'aucune nécessité ne s'en fait sentir même au point de vue de ses intérêts ; il devient taciturne comme un ascète, en lisant avec volupté les articles braillards de ses idéologues, alors qu'on lui laisse encore pleine liberté de parole. Mais il crève de sa canne les yeux de ses ennemis vaincus, et il est prêt à amener sa femme, sa fille et sa sœur pour assister à l'exécution de ses adversaires politiques. Son abjection et sa vindicte sont directement proportionnelles à sa lâcheté.

Si exagérées que fussent les « horreurs » que prévoyait ce bourgeois, son instinct presque animal lui permettait de deviner que la collision était inévitable. Pendant ce temps, le *capital financier* la préparait en toute connaissance de cause et mobilisait toutes ses forces.

L'aggravation de la poussée des classes dans ce sens gagnait toutes les directions à la

fois. Dans le domaine *économique*, on introduisait systématiquement et avec obstination le plan de Riabouchinsky — prendre les ouvriers par la « main osseuse de la faim ». Les lockouts « cachés » et « ouverts » se multipliaient toujours. En présence de l'effondrement complet de l'industrie et de la désorganisation économique complète, la « classe commerciale-industrielle » versait savamment de l'huile sur le feu par un sabotage consciencieusement calculé et toujours croissant. Messieurs les ministres décidèrent enfin de centraliser cette affaire et d'*organiser* la désorganisation, en élevant le sabotage à la hauteur de principe d'un problème intéressant l'Etat et la nation. C'est précisément dans ce but, c'est-à-dire dans le but de l'augmentation artificielle du chômage et de la famine, déjà grands par ailleurs, que les Smirnof et les Konowaloff commencèrent à provoquer avec tout le zèle dont ils étaient capables le « déchargement » — de Pétersbourg d'abord (c'était le point le plus rouge, et par conséquent le plus dangereux), puis ensuite du district de Moscou. Et pendant que les commerçants et les industriels opéraient dans les fabriques et les usines, les établissements financiers commencèrent à suivre dans des proportions encore plus grandes la même politique par rapport aux conseils municipaux « nouveaux », et surtout aux bolchévistes, leur refusant n'importe quel crédit. En effet, pouvait-on inventer une affaire plus « pan-nationale » que le lent resserrement du nœud coulant déjà savonné ?

La *politique* complétait *l'économie nationale*. Et avant tout, la *politique internationale*. Les ardents patriotes étaient tout prêts à conclure n'importe quelle paix en échange de la pacification des ouvriers et des paysans. Les mystérieuses conférences à l'étranger, au sujet desquelles il sourdait quelques informations dans la presse, exprimaient ce besoin arrivé à maturité.

Préparer la reddition de Pétrograd en même temps que sa destruction par les canons allemands — était devenu la pensée secrète des bourgeois russes.

Enfin, des coups de main armés se préparaient aussi à l'intérieur. L'on vit la mobilisation générale et les organisations défaites lors des journées de Korniloff, retranchées le plus solidement possible sur le Don. De cette *Vendée russe* devait sortir la croisade contre la

révolution du peuple russe.

La *classe ouvrière* de son côté tendait tous ses efforts, se préparant à passer de la défensive à l'offensive. Pour les grandes masses ouvrières, la nécessité de la lutte pour le pouvoir se faisait sentir plus que jamais. Les grèves économiques par lesquelles le prolétariat avait tenté de répondre à la poussée du capital n'étaient d'aucun secours. Elles étaient directement suscitées par provocation du capital, qui transformait cet instrument de lutte en des knock-out de la part des ouvriers. Le pouvoir aux Soviets ! Le pouvoir au Congrès des Soviets ! A bas le Gouvernement ! — ces mots d'ordre étaient devenus si populaires qu'ils n'avaient besoin d'aucune explication.

Les *paysans* augmentaient toujours plus leur activité, passant au soulèvement direct contre les propriétaires du sol; les répressions quelles qu'elles fussent ne pouvaient plus les intimider, bien qu'elles lui tombassent en abondance sur la tête. La crise mûrissait avec une rapidité stupéfiante...

La déclaration publiée par le nouveau Gouvernement confirmait pleinement les pires craintes : conduire la guerre « en union avec les alliés » ; « mettre en ordre les rapports fonciers sans violation des droits de la propriété foncière existante »; relever les impôts indirects; enfin, mener « la lutte la plus décidée, la plus suivie, la plus systématique contre toutes les manifestations de la contre-révolution et de l'anarchie » — tel était ce « programme ». Traduit en langue vulgaire, il signifiait : brigandage international, protection des agrariens, spoliation des masses, étranglement de la Révolution. Tel devait être et tel fut le programme du Gouvernement de la guerre civile.

En ce qui concerne la question *de l'édification du pouvoir*, elle devait être « résolue » par la « situation du Conseil Provisoire de la République Russe », publiée sous la signature du citoyen Konovaloff. Cette « position » révéla avec une clarté surprenante le rôle des traîtres du social-patriotisme : ils avaient atteint le but de leurs désirs ! Les droits déjà fort écourtés de la démocratie y étaient plumés de tous les côtés. On autorisait avec bienveillance le « Conseil de la République » à « discuter les projets législatifs, au sujet desquels le Gouvernement Provisoire

reconnaît nécessaire de prendre l'avis du Conseil » — telles furent les honorables fonctions de cette chancellerie de cour de Kerensky !

Le « Conseil de la République » consultatif, qui devait être en même temps un rempart contre l'Assemblée Constituante (Lwoff, Karavuloff et d'autres criaient déjà à la nécessité de remettre encore une fois les élections), et contre les Soviets des ouvriers, soldats et paysans — fut, au fond, de prime abord *détruit par le parti du prolétariat*. Les bolchéviki *se retirèrent* de ce pré-parlement « réformé », et il perdit immédiatement la signification d'un centre où se reflète entièrement le degré de tension de la lutte des classes.

Le prolétariat mobilisait avec toujours plus de persévérance les forces des Soviets. Le Comité Régional de l'armée, de la Flotte et des Ouvriers de Finlande publia un appel tranchant contre le Gouvernement, qui envoyait des troupes contre-révolutionnaires en Finlande ; on commença à préparer une série de Congrès régionaux et de soldats. Un travail fiévreux commença pour la convocation du Congrès panrusse décidé également en son temps — sous une forte pression de la part des masses — par le Comité Central Exécutif. Le foyer de la vie politique devenait ainsi non le lamentable Conseil de la République, mais le Congrès approchant de la Révolution russe. Au centre de ce travail de mobilisation se tenait le Soviet de Pétersbourg, qui avait démonstrativement élu président Trotsky, le tribun le plus brillant du soulèvement prolétarien.

En même temps, les sommités de la vieille bureaucratie des Soviets, ceux qui encore au temps de la Conférence démocratique reniaient les Soviets, sentant que leur terrain était enfin définitivement perdu, établirent alors leur trahison complète. L'organe officiel des Soviets engagea donc la lutte pour la *destruction* de ces Soviets !

« Nous (!) voulons remplacer — écrivaient les *Iswestia* — l'organisation provisoire des Soviets par une organisation permanente complète et générale de l'ordre, de la vie de l'Etat et des régions. Lorsque l'autocratie fut tombée et avec elle tout l'ordre bureaucratique, nous (!) avons construit les Soviets des députés ouvriers, comme des baraques provisoires où pût trouver un refuge la démocratie entière. Maintenant, au lieu de baraques, l'on construit un

bâtiment définitif en pierres de taille, et, naturellement, les gens quittent constamment les baraques pour des installations plus commodes, à mesure que l'on achève de construire un étage après l'autre. »

Les défensistes sans abri décidèrent de passer aux « installations plus commodes » de la nouvelle Douma de Boulyguine, qui pouvait « poser des questions » à la clique incontrôlée de la bourgeoisie... Des « démocrates » et des « socialistes » étaient tombés si bas ! Mais ils ne se contentèrent pas de proclamer leur reniement : ils commencèrent une campagne acharnée pour *couler* le Congrès déjà fixé au 20 octobre. Dans le Bureau du Comité Central Exécutif, le citoyen Dan, ce vieux renard du coalitionnisme, de l'hypocrisie et des transactions de derrière la coulisse, posa le premier la question de contremander le Congrès. Cela ne lui réussit pas. Mais tous les agents locaux du Comité Central Exécutif, tous les menchéviki et les socialistes-révolutionnaires de droite cherchèrent à couler le Congrès ou tout au moins à le discréditer : « par ce Congrès on déprécie la Constituante » ; ce congrès est inutile, car « pour le moment nous avons le Conseil de la République » , ce congrès, c'est la démagogie bolchéviste qui jette la démocratie dans les bras de la contre-révolution », etc., etc., — ainsi trompetaient partout et à tout moment, ceux qui, en fait, n'avaient pas de place dans les grandes organisations de classes des ouvriers et des paysans ressuscités à une vie nouvelle au milieu des tempêtes de la bataille sociale.

La campagne des défensistes contre le Congrès était cependant d'avance vouée à un échec complet par la marche progressive de la lutte des classes dont la flamme ne faisait que grandir de jour en jour. Les propriétaires fonciers, les marchands, les industriels, suppliaient déjà télégraphiquement le Gouvernement de leur envoyer de l'artillerie et des troupes pour la répression des paysans, — le Gouvernement satisfaisait à leurs demandes et enjoignait par circulaire à ses commissaires d'appliquer la loi avec la plus grande sévérité ; il amenait de tous côtés à Pétersbourg des junkers et des troupes de choc; Taschkent, et en particulier le Soviet de Taschkent, formé de socialistes-révolutionnaires de gauche, était devenu le but constant des aspirations conquérantes de Kerensky-Konovaloff ; contre les Finnois, on menait la même

campagne de violence, et même le plus «démocrate» des ministres, Verhkowsky, donnait secrètement des ordres pour qu'on arrêtât des commissaires du Comité Régional en cas de « résistance » de leur part; le contrôleur d'Etat, le saboteur Smirnoff, avait déjà accompli une offensive directe contre tous les soviets, en élaborant un projet pour leur révision, comme s'ils avaient formé un département de police auprès du ministère de l'intérieur ; à Minsk l'on avait fermé le très populaire « Molot » ; chez les Lettons, l'on avait fermé le «Volnyi Striélok » ; pour édifier la classe ouvrière, dans les mystères des chancelleries ministérielles, on préparait déjà la loi sur l'arbitrage obligatoire, c'est-à-dire la loi contre les grèves. Les bandes contre-révolutionnaires avaient commencé à mener presque ouvertement une propagande antisémite de pogroms, contre laquelle le Gouvernement ne trouvait aucune mesure à prendre. En revanche, ce Gouvernement approuva tacitement l'exécution des soldats russes en France, dont certaines nouvelles étaient arrivées jusqu'au pays, puis par l'organe de Terestchenko, il mit à la retraite Skobeleff, que le Comité Central Exécutif envoyait saluer les diplomates alliés, avec des instructions plus que modérées : même lui ne paraissait déjà plus convenir à la cordiale compagnie Terestchenko Maklokoff-Aléxiéïeff.

Et avec tout cela les cheminots ont le dessus; la grève générale à Bakou brise la résistance du capital ; les élections aux Doumas de districts à Moscou, donnent une brillante victoire aux bolchéviki, élevant le nombre de leurs voix de 11 à 50 % ; le Congrès de la flotte Baltique se déclare entièrement pour les bolchéviki ; le district entier de Moscou s'agite et bouillonne : les tanneurs sont en grève, les employés de la ville se préparent à entrer en grève, avec les travailleurs sur bois, les ouvriers des industries textiles, les métallurgistes ; dans les Soviets, l'on démolit radicalement tout le passé : les réélections proclament unanimement le triomphe des bolchéviki ; çà et là, les ouvriers descendent dans les rues et exigent déjà que les Soviets passent des paroles à l'action ; enfin, la III^{ème} conférence de Zimmerwald et le *soulèvement des matelots allemands* font concevoir de nouveaux espoirs en un mouvement de l'autre côté des tranchées.

Le 30 septembre arrive la nouvelle de l'occupation par les Allemands d'Oesel. Puis l'on

reçoit les détails sur les combats maritimes, détails qui font découvrir une nouvelle et monstrueuse *provocation internationale sur le front*.

Il se dévoile que la flotte anglaise avait tranquillement laissé périr en héros la flotte baltique rouge qui était allée au combat. Il se dévoile que le Gouvernement avait lui-même pris des dispositions pour l'enlèvement des canons qui protégeaient la route de Pétersbourg. Il se dévoile que le chef de la petite conférence des politiciens moscovites, peu auparavant convaincu de livraisons frauduleuses, Rodzianko, avait dans son rapport presque exigé la reddition de Pétersbourg et de Kronstadt et s'était extasié devant les exécutions et l'« ordre » qu'avaient introduit à Riga les Schutzleute de Guillaume II. C'est peu de Riga ! Il faut que l'on détruise la « flotte pervertie ! » Il faut que périsse Kronstadt ! A bas Pétersbourg ! Le mot d'ordre du Gouvernement : « à Moscou ! » — devint clair pour tout le monde : ils fuyaient la Révolution, ces traîtres, ils *filaient*, comme jadis Thiers avait filé de Paris à Versailles. Qu'il ne s'agissait pas du tout là du péril allemand, — c'est ce qu'avait révélé le général Aléxéïeff en personne.

Toute l'étendue du nouveau complot s'était maintenant révélée. A Pétersbourg, Paltchinsky devait venir à bout des ouvriers, en aggravant le chômage et en « déchargeant » la ville, transformant le prolétariat conscient en des va-nu-pieds chroniques, incapables d'aucune espèce de résistance ; les centres de la révolution — la Finlande, Pétersbourg, Kronstadt, la flotte — qu'ils soient tous, au pis-aller détruits avec tous leurs maudits Soviets et Comités, par le feu des pièces allemandes, avec la neutralité bienveillante des « alliés » ; le Gouvernement s'organise à Moscou, à côté de la petite conférence, dans la patrie des Konowaloff et des Tretiakowski ; sur le Don il se forme une « armée dévouée ». Tel était, en désespoir de cause, le dernier des gros enjeux du capital russe.

Les forces militaires de la contre-révolution se mobilisaient en effet à fond. Les généraux cosaques avaient introduit la levée en masse, fortifié les stanitzi, s'armaient de mitrailleuses et commençaient déjà à expédier leurs unités dans la Russie centrale; les officiers organisaient en secret des détachements de marche, formés d'officiers ; les junkers prenaient le fusil de

nouveau — comme au temps de Korniloff. — Les militaires professionnels disaient déjà avec orgueil que ce qui allait venir ne serait pas l'« essai sur le papier » de Korniloff, mais quelque chose de beaucoup plus important.

En dissolvant la Douma d'Empire, le Gouvernement n'avait fait un geste à gauche, qu'afin de continuer sa politique de droite en général. Il était, par le fait, devenu le centre dirigeant de la contre-révolution des Cosaques et des cadets ; il s'écriait déjà : « béni soit qui vient au nom de Kornilow », tâchant par tous les moyens de provoquer la « révolte des bolchéviki. »

Le *parti du prolétariat* comprenait tout le sérieux de la situation. Il n'était plus question maintenant de démonstrations seulement ou de demi-démonstrations. Les masses se préparaient au véritable combat, non plus au combat de comédie. Elles ne seraient pas allées à une simple démonstration. Tous comprenaient fort bien que l'époque des paroles, de l'agitation, de la propagande, le temps de la préparation était passé : il faut agir, ou autrement on nous écrasera — telle était la disposition d'esprit presque austère des masses. Aucun tapage, aucune excitation joyeuse ni sentimentale : des pensées d'affaires, des paroles d'affaires, une ferme résolution de lutter jusqu'au bout, d'accepter le combat et de le continuer de toutes ses forces *jusqu'à la défaite ou jusqu'à la victoire* — voici ce que pensaient, voici ce que sentaient les prolétaires, en se préparant à la lutte. Le parti discutait la question du soulèvement : l'extrême aile droite avait déjà arboré le pavillon de combat — il fallait relever le gant et passer immédiatement à l'offensive.